

À quoi servent les économistes  
s'ils disent tous la même chose ?



# À quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ?

Manifeste pour une économie pluraliste

Philippe Batifoulrier

Bernard Chavance

Olivier Favereau

Sophie Jallais

Agnès Labrousse

Thomas Lamarche

André Orléan

Bruno Tinel

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN : 979-10-209-0xxxxx  
© Les Liens qui Libèrent, 2015

Ce livre a pour point de départ une lettre adressée en décembre 2014 par Jean Tirole à Geneviève Fioraso, à l'époque secrétaire d'État chargée de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dans ce courrier, l'économiste français jette tout le poids de son récent prix Nobel à seule fin d'empêcher une réforme, pourtant portée par des centaines d'économistes universitaires. Cette réforme si fortement attendue avait pour seul but de reconnaître, dans l'université, un espace d'expression en rupture avec la pensée économique dominante. La singulière initiative de Jean Tirole connut un succès inespéré, Geneviève Fioraso décida de retirer son décret.

L'affaire ne manque pas de sel. D'ordinaire, on connaît surtout les économistes pour leurs critiques des rigidités administratives. Qu'il s'agisse du marché du travail ou de la sécurité sociale, ceux-ci soulignent sans cesse l'incapacité de la France à se réformer, ce qui, dans leur jargon, signifie : libéraliser et privatiser. Aussi le spectacle d'un économiste libéral demandant à l'État de l'aider à maintenir sa position de monopole dans l'ordre universitaire est-il pour le moins savoureux. Mais là n'est pas le seul paradoxe. Il en est un second, non moins étonnant. Comment se fait-il que le secrétaire d'État d'un gouvernement de gauche ait finalement choisi de fermer la porte au pluralisme ? Après tout, il fut un temps où la gauche avait de l'ambition, et même s'enorgueillissait d'inventer de nouvelles relations sociales plus équitables, ce qui suppose à l'évidence qu'il existe des pensées économiques alternatives pour en évaluer les conditions de possibilité. Or de telles pensées sont aujourd'hui ostracisées en raison même de leur hétérodoxie, et la réforme, si vigoureusement combattue par Jean Tirole, n'avait d'autre but que d'en reconnaître la légitimité. Pourquoi cette idée a-t-elle été rejetée par celle-là même qui aurait dû être la première à la défendre ?

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

Comme on le pressent, cette affaire n'a rien d'anecdotique. Elle recèle au contraire d'importants enjeux. On aurait bien tort de n'y voir qu'une querelle de plus entre économistes. Si elle touche le grand public, c'est d'abord parce que nous vivons dans un monde dans lequel les questions économiques s'imposent à nous, à chaque instant de notre vie. En témoigne ce que les instituts de sondage nomment les «préoccupations principales des Français». Sur une liste de seize items, sept relèvent, en effet, prioritairement de l'économie et cumulent deux tiers des réponses. Il s'agit de la crise financière, du chômage, des déficits publics, du pouvoir d'achat, des impôts, des retraites et du logement. Les quatre premiers sont d'ailleurs, de loin, les plus importants aux yeux des Français.

On comprend dès lors l'impact considérable que les économistes peuvent avoir sur nos existences. Et l'on devine à quel point il est essentiel que leurs analyses soient régulièrement interrogées, remises en cause, notamment lors de débats contradictoires. Il y va de nos conditions de vie les plus quotidiennes. Ce livre est avant tout un cri d'alarme sur les dangers que l'on encourt à laisser un unique courant de pensée confisquer le débat. Or c'est le

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

cas aujourd'hui dans le monde universitaire où une certaine conception de l'économie, l'approche « néoclassique », en devenant le courant dominant — ou *mainstream* en anglais — s'est transformée en « orthodoxie » (pour une explication de ces termes, voir le glossaire en fin d'ouvrage).



## CHAPITRE 1

### Une société démocratique a un besoin vital d'analyses économiques pluralistes

La crise financière de 2008 nous offre une illustration exemplaire des réels dangers que font courir aux citoyens les mauvaises pratiques en sciences économiques et, notamment, le règne du dogmatisme. La responsabilité des économistes *mainstream* est, en la matière, clairement établie. Ceux-là mêmes qui, en France comme ailleurs, sont les maîtres de l'Université et au nom desquels Jean Tirole écrit à Geneviève Fioraso, n'ont absolument rien vu venir. L'histoire est bien connue : du fait de leur croyance absolue dans l'efficacité des marchés financiers, ils ne pensaient pas qu'une telle crise pût jamais advenir. Tous les rapports officiels de l'époque témoignent de cet « aveuglement

au désastre». Il faut garder en tête ces événements, car ils attestent d'une réalité incontestable : il n'est pas possible de considérer que l'économie est une science à laquelle nous puissions confier notre destin les yeux fermés. En particulier, il est on ne peut plus clair que la théorie économique *mainstream* peut se tromper, et dans des proportions gigantesques ! Rappelons qu'en 1978, l'illustre économiste Michael Jensen n'hésita pas à proclamer : «Aucune autre proposition en économie n'a de plus solides fondements empiriques que l'hypothèse d'efficience des marchés.» Pendant les trente ans qui suivirent, les économistes diffusèrent cette idée fautive et, ce faisant, contribuèrent grandement à la surfinanciarisation que nous connaissons aujourd'hui.

Qu'aurait-il fallu faire pour éviter ce désastre, dont nous payons tous les jours les pots cassés et ceci pour de longues années encore ? Il serait stupide de croire que la réforme que nous préconisons aurait pu suffire. À l'évidence, la financiarisation trouve sa source et son dynamisme dans de puissants intérêts que la critique intellectuelle, aussi informée soit-elle, ne saurait vaincre à elle seule. Cependant, sans être trop naïf, on peut penser

*Une société démocratique a un besoin vital d'analyses...*

qu'une place plus grande accordée à d'autres voix que celles des économistes *mainstream* n'aurait pas été inutile. Celles-ci auraient pu constituer un contrepoids salutaire. En particulier, de nombreux travaux hétérodoxes insistaient avec force sur le danger des dynamiques spéculatives. Car ne croyons pas que cette idée date de 2008. Elle appartient depuis longtemps aux pensées critiques. On la trouve, par exemple, chez Marx, Keynes, Minsky et bien d'autres. On peut donc espérer que, si une plus large place avait été faite à ces analyses hétérodoxes, il en aurait résulté une plus grande circonspection face à la spéculation et face aux marchés.

Il ressort de cet épisode que la communauté des économistes a cruellement manqué de controverses. Son quasi-unanimisme a grandement favorisé son aveuglement, et ce sont aujourd'hui les citoyens qui en paient le prix. Tirer les leçons de cette faillite conduit à insister *a contrario* sur l'importance de l'esprit critique et du pluralisme. C'est là au fond une exigence qui n'est en rien particulière à l'économie puisqu'on la retrouve au cœur de toutes les entreprises fondées sur l'exercice de la rationalité. Le doute et la critique appartiennent de plein droit à l'ethos scientifique. Ils en constituent

même le fondement. Pour cette raison, les citoyens soucieux d'avoir une information économique de bonne qualité doivent exiger une organisation plurielle de la recherche en économie, par quoi il faut entendre le respect des positions minoritaires et la méfiance à l'encontre d'une pensée trop homogène. On s'étonne qu'il faille répéter de telles évidences.

Autrement dit, dans une société démocratique, il est normal et sain que l'on débattenne de façon à permettre aux citoyens de déterminer leur avenir de la manière la plus éclairée qui soit. Telle est la norme fondatrice de la vie démocratique : l'intérêt collectif s'y construit dans la confrontation des opinions. Cette norme n'est certainement pas simple à satisfaire dans des sociétés traversées d'intérêts contradictoires qui cherchent, à tout prix, à imposer leur stratégie même quand celle-ci conduit la communauté à la catastrophe. Il n'est d'autres manières d'y résister que le débat démocratique le plus large. Or une telle délibération est grandement menacée, jusqu'à être rendue impossible, lorsque, par malheur, la légitimité du diagnostic économique se trouve monopolisée par certains intérêts ou certaines conceptions du monde. Alors, au lieu d'une délibération informée, ce qui prévaut, c'est

*Une société démocratique a un besoin vital d'analyses...*

l'imposition artificielle d'une solution, présentée comme étant sans alternative crédible. Ce risque est bien connu. Il a pour visage ce qu'on appelle la «pensée unique»: si les citoyens ne se voient proposer, par des économistes unanimes, qu'une seule analyse présentée comme scientifique et rigoureuse, alors le débat est confisqué et la démocratie, menacée. Autrement dit, il importe, dans une société ouverte et équilibrée, que la recherche économique soit pluraliste de façon qu'au scalpel de la pensée critique soient écartées les interprétations erronées et les solutions trompeuses. Il n'est pas d'autre chemin en science pour faire progresser la connaissance ni en démocratie pour faire vivre un débat efficace.

Ceci suppose au minimum une diversité d'approches économiques. Longtemps, il en fut ainsi. Depuis son origine, l'économie a toujours été plurielle parce qu'elle a été un lieu de perpétuelles controverses. C'est ce qui a fait la richesse historique de cette discipline. C'est ainsi qu'elle a progressé. Ce n'est que depuis une trentaine d'années qu'il faut craindre un dépérissement, voire une extinction, de ce pluralisme et l'imposition d'une orthodoxie. Auparavant, les débats étaient d'une grande

intensité et portaient, non pas sur des points périphériques ou secondaires, comme c'est aujourd'hui le cas au sein de l'orthodoxie, mais sur les concepts de base eux-mêmes comme la valeur, la monnaie, le profit ou le chômage. Sur toutes ces questions, il a existé une pluralité d'analyses radicalement divergentes aux implications sociales importantes. Pour donner une idée de la richesse de cette diversité historique des approches, contentons-nous de citer quelques noms d'économistes hétérodoxes en nous limitant au <sup>xx</sup>e siècle : Veblen, Commons, Schumpeter, Keynes, Sraffa, Pasinetti, Kalecki, Robinson, Hayek, Galbraith. La liste est impressionnante. D'ailleurs, pour prendre la mesure de cette vitalité qui a si longtemps prévalu, il suffit de penser à l'exemple français. On y a vu naître deux importants courants hétérodoxes, au rayonnement international incontestable : la théorie de la régulation et l'économie des conventions.

Comme on le voit, l'économie est trop importante pour être laissée aux économistes d'un seul courant, de surcroît si peu clairvoyant. Que l'on songe à l'austérité, aux inégalités, au chômage, à la protection sociale ou aux services publics, sur toutes ces questions essentielles, il importe de

*Une société démocratique a un besoin vital d'analyses...*

pouvoir disposer de diagnostics contradictoires et informés. Sans cela, pas de démocratie. Or nous faisons le constat qu'aujourd'hui, en France, les approches hors *mainstream* sont en voie de totale marginalisation par le jeu de la règle majoritaire qui permet au courant dominant d'imposer partout des critères d'évaluation totalement biaisés. C'est cette histoire que nous racontons maintenant. Si elle est triste et préoccupante, nous verrons cependant qu'il n'y a aucune fatalité et que le pluralisme peut être restauré.





## CHAPITRE 2

# Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée

### *Acte I. La mort programmée du pluralisme*

D'abord les faits. Dans l'enseignement supérieur français coexistent deux corps d'enseignants-chercheurs : le corps des maîtres de conférences et le corps des professeurs d'université. Pour ces derniers, le constat est accablant : la part d'économistes hors *mainstream* dans leur recrutement a diminué de manière dramatique ces dernières années. Parmi les 209 professeurs recrutés entre 2000 et 2011, seuls 22 (10,5 %) sont hétérodoxes. Il est très inquiétant de noter que cette évolution s'accroît tout au long de la décennie : si l'hétérodoxie représente encore 18 % des recrutements entre 2000 et 2004, ce pourcentage tombe à 5 % sur la période 2005-2011 de sorte que,

parmi les 120 professeurs recrutés pendant ces six années, on ne compte que six hétérodoxes, tous courants confondus! La tendance est nette et va s'amplifiant.

Le refus du pluralisme est probablement moins prégnant pour les maîtres de conférences, car c'est l'accès au corps des professeurs qui fait l'objet d'un verrouillage systématique. Il n'est pas difficile d'en comprendre la raison. Elle tient au rôle structurant que jouent les professeurs dans l'institution universitaire, sans commune mesure avec ce que pèsent les maîtres de conférences, le plus souvent maintenus dans des positions secondes.

En effet, les professeurs des universités n'ont pas pour unique fonction la transmission du savoir par le biais des enseignements qu'ils dispensent. Ils sont également nécessaires au renouvellement des générations d'enseignants-chercheurs. Ce sont eux qui dirigent les masters et les équipes de recherche, encadrent les thèses, président les comités scientifiques des revues et des colloques et, enfin, sélectionnent et recrutent leurs collègues. Sans professeur, pas de master recherche, pas de doctorant, ni *a fortiori* de futur enseignant-chercheur.

### *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

En conséquence, un nombre trop faible de professeurs dans un courant de pensée conduit automatiquement à son dépérissement, et ceci même si, par ailleurs, de nombreux maîtres de conférences s'y reconnaissent. Car un courant de pensée ne peut exister sans revue, sans master, sans équipe de recherche, sans jury de thèse, sans comité scientifique, autant d'instances qui sont le plus souvent statutairement du ressort des seuls professeurs.

Aussi, pour faire disparaître sans bruit le pluralisme en économie, suffit-il simplement de remplacer la majorité des professeurs hétérodoxes qui partent à la retraite par de jeunes collègues orthodoxes. Et c'est exactement l'histoire que racontent, pour la France, les chiffres donnés plus haut. Les nombreux professeurs hétérodoxes n'ont pas été remplacés, non par manque de jeunes talents, mais par rejet du pluralisme, selon des mécanismes qui seront explicités plus loin (voir la thèse 3). Notons que cette dérive n'est pas propre à la France. On la constate dans le monde entier dès le début des années 1990. Elle s'est d'ailleurs très vite traduite par un appauvrissement général, tant de la recherche que de l'enseignement.

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

Du côté de la recherche, l'alerte fut donnée en 1992 dans l'*American Economic Review*, sous la forme d'une pétition signée par 44 économistes prestigieux s'inquiétant de la menace de monopole intellectuel qui pesait sur la science économique : « Les économistes imposent aujourd'hui un monopole des méthodes ou des hypothèses, souvent avec le seul argument qu'elles appartiennent au *mainstream*. Les économistes se font les avocats de la libre concurrence, mais ne la mettent pas en pratique sur le marché des idées. Nous lançons donc un appel pour un nouvel esprit de pluralisme en économie, qui laisse place à des discussions critiques et des échanges tolérants entre différentes approches. » La rigueur scientifique ne saurait en souffrir : « une économie se donnant comme exigence d'affronter tous les arguments ne sera pas une science moins rigoureuse – elle le sera davantage ». Les signataires souhaitaient que le nouveau pluralisme puisse s'exprimer « dans les formes du débat scientifique, dans la variété des contributions publiées dans les revues, enfin dans la formation et dans le recrutement des économistes ». Si l'on trouvait parmi les signataires de grands noms hors du *mainstream*, comme Kenneth Boulding, Paul Davidson, John K. Galbraith, Albert Hirschman, Charles Kindleberger,

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

János Kornai ou Luigi Pasinetti, il est révélateur qu'y figuraient également des prix Nobel — qu'il faudrait plus justement nommer «prix de la Banque de Suède» — comme Franco Modigliani, Paul Samuelson, Herbert Simon et Jan Tinbergen. Une telle ouverture serait aujourd'hui inconcevable. Quelles grandes figures du *mainstream* s'inquiètent-elles de la fermeture de la discipline et s'associeraient-elles aujourd'hui à une telle démarche? Il n'est que d'observer le comportement de notre prix Nobel 2014.

Du côté de l'enseignement, c'est en France que s'élevèrent les premières protestations. Deux mouvements d'étudiants en économie, qui prirent une dimension internationale, s'y succédèrent à quelque dix années d'intervalle sur des mots d'ordre très proches. En juin 2000, le premier *Mouvement des étudiants pour la réforme de l'enseignement de l'économie*, *alias* Autisme-économie, réclamait en particulier «un pluralisme des approches en économie». En se référant à la théorie néoclassique et ses approches dérivées, les étudiants écrivaient : «Parmi toutes les approches en présence, on ne nous en présente généralement qu'une seule, et elle est censée tout expliquer selon une démarche

purement axiomatique, comme s'il s'agissait de LA vérité économique.» Ce mouvement prit une telle ampleur que le ministre de l'Éducation nationale de l'époque — Jack Lang — demanda à l'économiste Jean-Paul Fitoussi de lui rédiger un rapport sur la question. Un précédent rapport remis par Michel Vernières en 1999 avait pourtant déjà souligné ce problème, sans résultat. Dix ans plus tard, la situation s'était encore aggravée, à tel point qu'en février 2011, un second mouvement étudiant lança un appel «Pour un enseignement pluraliste dans le supérieur en économie», dans la continuité du premier. Le titre de cet appel parle de lui-même. Pour éviter toute ambiguïté, les étudiants — plus connus sous l'acronyme PEPS-économie — y précisent que le pluralisme dont il s'agit est à la fois théorique, méthodologique et disciplinaire : «La théorie néoclassique ne doit pas rester l'unique pilier des enseignements.» Depuis lors, pas la moindre évolution mais l'amplification, toujours et encore, des mêmes dérives, ce qui a conduit à la création en 2014 d'une *Initiative internationale des étudiants pour le pluralisme en économie* (ISIPE en anglais) regroupant soixante-cinq associations étudiantes de trente pays différents. Pire encore, le formatage de l'enseignement supérieur a même gagné

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

le secondaire à partir de 2010. Les nouveaux programmes de sciences économiques et sociales (SES) au lycée se sont substitués à la riche tradition braudélienne qui était à l'origine de cet enseignement, tradition inscrivant l'économie dans l'histoire et le social. Sous prétexte d'aligner le lycée sur l'université, contre la volonté des enseignants et de dix associations savantes de sciences sociales (dont l'AFEP), on a éteint une approche pluraliste et pédagogique de l'économie qui avait fait ses preuves et était plébiscitée par les lycéens. Il faut en conclure que, plus que toute autre, la communauté des économistes est incapable de se mettre en question, sans même parler de se réformer ; ce dont témoigne à nouveau la crise financière de 2008.

Comme on l'a dit précédemment, cet événement dramatique a démontré de la manière la plus claire qu'une grande partie des réalités financières et monétaires propres à nos économies développées échappait totalement au paradigme dominant. Quel choc ! La reine d'Angleterre elle-même tança sévèrement les économistes pour n'avoir rien vu et rien compris. Face à un tel traumatisme, pendant quelques mois, on vit éclore de nombreux articles et réflexions appelant à un renouveau de la pensée économique.

Certains journaux parlèrent même d'un «retour à Keynes», voire d'un «retour à Marx». Un livre ne suffirait pas à en rendre compte. La majorité de ces critiques portaient sur le cœur même du *mainstream* dont les failles théoriques se trouvaient mises à nu. Le constat d'un «échec systémique de l'économie universitaire», comme l'ont écrit certains collègues, n'est pas exagéré. Il reflète bien la teneur générale de cette littérature. Ronald Coase, prix Nobel d'économie en 1991, écrit : «Au moment où l'économie moderne fonctionne de plus en plus avec des institutions [...], la réduction de la science économique à une théorie des prix est assez troublante. Il est suicidaire pour la discipline de glisser vers une science dure du choix, ignorant les influences de la société, de l'histoire, de la culture et de la politique sur l'économie.» Cette critique selon laquelle l'économie *mainstream* ignore des réalités sociales et politiques essentielles se retrouve fréquemment comme celle qui souligne que la science économique usurpe le terme de science : «L'approche standard a l'apparence de la science en raison de son aptitude à produire des prédictions précises à partir d'un petit nombre d'axiomes. Mais seulement l'apparence, puisque ces prédictions sont pour la plupart fausses», nous dit le théoricien de l'entreprise John Kay.



## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

Or, en 2015, sept ans après la crise, il est apparent, mis à part quelques initiatives isolées, que cette explosion de critiques a été sans effet. Les remises en question ont été pratiquement inexistantes, et l'orthodoxie a persévéré comme si de rien n'était. Pire encore, rien n'a changé dans les universités : on enseigne toujours la même chose, toujours de la même façon. Ceci n'est pas propre à la France ; il en va de même partout, y compris aux États-Unis. Cette expérience confirme à quel point la discipline économique est inerte. Si un choc d'une telle envergure est sans conséquence, il y a lieu de douter des capacités d'évolution des économistes du *mainstream*.

### *Acte II. La création de l'AFEP et ses propositions*

C'est dans ce climat, national et international, qu'un groupe d'économistes français proposa, en 2009, la création d'une association professionnelle ayant pour finalité la défense et l'illustration du pluralisme en économie. Il s'agit de l'Association française d'économie politique ou AFEP. Son succès fut à la mesure de la situation puisqu'elle réunit aujourd'hui 600 docteurs en sciences sociales dont

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

90 % sont des économistes, majoritairement venus de l'université mais aussi du CNRS et d'autres institutions. Pour se faire une idée de ce que ce chiffre représente, il faut savoir que le nombre total des enseignants-chercheurs en économie, maîtres de conférences et professeurs d'université confondus, s'élève à 1 800.

Si tous les adhérents de l'AFEP partagent un même constat et une même inquiétude, la discussion fut vive et contradictoire quand on en vint aux mesures spécifiques à prendre pour faire en sorte que cesse le dépérissement du pluralisme en économie. Il a fallu commencer par établir un diagnostic sur les causes qui ont conduit à cette crise du pluralisme. Expliciter ce diagnostic nous force à entrer un tant soit peu dans le « Meccano » institutionnel français.

En France, deux voies principales permettent de devenir professeur des universités. La première est l'agrégation de l'enseignement supérieur, qui fut longtemps dominante. C'est pour cette raison qu'elle porte l'essentiel de la responsabilité dans la marginalisation de l'hétérodoxie (voir la thèse 8). Son rôle vient cependant d'être considérablement

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

réduit, de sorte qu'une seconde voie, appelée « voie longue », devrait désormais être privilégiée. Là, ce sont les universités qui choisissent les candidats, mais seulement après que ceux-ci ont été adoubés par le Conseil national des universités (CNU). C'est ce que l'on nomme la « qualification ». Alors que, dans d'autres pays, les universités jugent seules ceux qui sont dignes d'être enseignants-chercheurs, en France, conformément à la tradition jacobine, les candidats doivent, en outre, avoir été qualifiés par cette instance nationale qu'est le CNU.

Aux fins de remplir au mieux sa mission de qualification, le CNU est divisé en 77 sections selon les spécialités enseignées. Les membres de ces sections sont des enseignants-chercheurs de la spécialité concernée : 50 % sont maîtres de conférences, 50 % sont professeurs ; deux tiers sont élus par leurs pairs, un tiers est nommé par le ministère. Le renouvellement a lieu tous les quatre ans. Si tous les membres siègent lors des qualifications à la fonction de maître de conférences, seuls les professeurs siègent lorsqu'il s'agit de qualifier des enseignants-chercheurs à la fonction de professeur. Contrairement à d'autres disciplines comme la physique, la biologie, le droit ou l'histoire, les sciences économiques

n'occupent pour l'instant qu'une seule section du CNU : la section 05 (voir la thèse 8).

On comprend aisément que le CNU joue dans notre histoire un rôle central puisque c'est lui désormais qui détermine les critères que doit remplir un enseignant pour être maître de conférences ou professeur d'université. En conséquence, l'université ne pourra être pluraliste que si la section 05 promeut des critères pluralistes. Est-ce possible? À quelles conditions? Commençons par noter que le seul respect de la règle majoritaire ne suffit pas à faire en sorte que le pluralisme l'emporte au sein de la section 05. C'est même tout le contraire. En effet, dès qu'un courant doctrinal devient majoritaire au sein de cette section, il est légalement en position de faire entériner toutes ses décisions puisqu'il lui suffit d'en appeler à un vote qui lui donnera toujours raison. On parlera d'abus de position majoritaire lorsque la majorité profite de sa position dominante pour qualifier ses candidats et eux seuls. L'expérience montre cependant qu'il faut plus que la majorité pour que de telles pratiques se développent : il faut également la certitude intérieure de sa supériorité. Et, en effet, les économistes du *mainstream* sont intimement persuadés

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

de posséder la vraie science, d'être du côté de l'excellence : s'ils écartent les hétérodoxes, c'est qu'ils les considèrent comme indignes de la qualification pour devenir professeurs. Ce faisant, ils suivent à la fois la voix de leur intérêt et celle de leur conscience.

Soulignons que cette idée d'excellence scientifique a connu une fulgurante expansion à partir du moment où on en a proposé une mesure : pour juger de l'excellence d'un économiste, il suffirait, nous dit-on, d'observer dans quelles revues il a publié ses travaux de recherche. S'il a publié dans des revues prétendument excellentes, il est *de facto* excellent ; s'il a publié dans des revues classées moyennes, il est moyen ; dans des revues en bas du classement, il est médiocre. En conséquence, tout devient simple dès lors qu'on est capable de hiérarchiser les revues, raison pour laquelle le classement des revues est devenu l'instrument central dans toutes les instances de recrutement, d'évaluation et de promotion des enseignants-chercheurs en France. *C'est la clef de voûte de tout le système que nous dénonçons.* Notons qu'il s'agit d'une exception en sciences sociales puisque presque toutes les autres sections du CNU opèrent avec une liste non hiérarchisée de revues.

Il s'ensuit que toute l'activité des économistes *mainstream* est désormais tournée vers un unique objectif : publier dans les revues les mieux classées. Le but suprême, le Saint Graal, celui après lequel courent tous ces économistes, consiste à publier dans ce qu'on appelle le *Top Five*, les cinq revues les mieux classées, toutes de langue anglaise. Les laboratoires qui en ont les moyens offrent même des primes, en milliers d'euros, voire en dizaines de milliers d'euros, pour récompenser ceux qui publient un article dans ces revues. Aujourd'hui, être économiste, c'est participer à cette compétition biaisée. Et surtout ne vous risquez pas à faire naïvement remarquer que, même dans les revues les mieux cotées, on trouve aussi des articles médiocres de telle sorte qu'il n'est pas possible de juger un article en fonction de la revue dans laquelle il est publié ! Et *vice versa*, comme l'illustre le fait qu'Einstein a publié certains de ses travaux dans des journaux secondaires. Autrement dit, le lien entre la qualité d'un article et la qualité de la revue qui l'accueille est hautement variable.

Au fur et à mesure que se diffusait en France cette conception de l'excellence, on a vu l'exclusion des

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

pensées critiques s'affirmer jusqu'à devenir systématique. Le mécanisme qui explique cette corrélation n'est pas trop difficile à mettre en évidence : dans aucune de ces grandes revues, on ne trouvera quasiment jamais d'article hétérodoxe ! C'est là encore le résultat d'un extraordinaire mouvement de fermeture : ces revues qui accueillirent autrefois des économistes comme Veblen, Keynes, Simon ou Hirschman, sont aujourd'hui fermées aux descendants de ces grandes figures. Autrement dit, la hiérarchisation qui est aujourd'hui proposée est d'une totale partialité ; elle ne laisse aucune place — ou au mieux un strapontin — aux revues hétérodoxes. Il est difficile de comprendre comment nos collègues du *mainstream* peuvent se refuser à voir une réalité aussi simple et persister à considérer que le classement des revues est un instrument neutre d'évaluation. Peut-on croire vraiment que les chances de publication dans le *Top Five* d'un article marxiste, régulationniste ou post-keynésien sont égales à celles d'un article néoclassique ? Comment alors expliquer qu'il n'y en ait pratiquement aucun ? Dans ces conditions, il n'est pas trop difficile de comprendre les raisons de l'attachement extrême des économistes orthodoxes à la hiérarchie des revues, maintes fois affirmée et réaffirmée dans toutes les

enceintes universitaires : c'est là l'instrument sans faille de leur domination, l'artifice qu'ils utilisent pour exercer ce qui s'apparente de plus en plus à une censure. Il leur permet d'imposer leur hégémonie et de marginaliser sans coup férir tous ceux qui n'adhèrent pas à leur paradigme, et ceci avec toutes les apparences d'une estimation impartiale et objective. Si Untel proteste pour un poste qui lui a été refusé, il s'entendra répondre qu'il n'a pas publié dans les revues classées 1 (voir la thèse 3). Ce serait parfaitement objectif et sans relation avec le fait qu'il soit marxiste, régulationniste ou post-keynésien. Pourtant, on ne trouve aucune revue de cette nature dans les revues classées 1 ! C'est ainsi que fonctionnent, depuis des années, toutes les instances permettant le recrutement de professeurs des universités en économie, parmi lesquelles la section 05 : avant même que ne commence l'évaluation, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans les revues bien classées savent n'avoir aucune chance. Ils seront rejetés simplement parce qu'ils ont le malheur de ne pas penser comme la majorité. C'est ce système qui a détruit le pluralisme. Comment pourrions-nous appartenir à une section qui affiche haut et fort que nos manières de penser, comme nos revues, sont des manières de penser et des revues de



## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

seconde zone; un système qui *a priori*, sans même lire nos textes, nous a déjà jugés et condamnés?

S'appuyant sur cette analyse, l'AFEP, à partir de son congrès de 2010, a défendu l'idée que, pour faire en sorte que le pluralisme reste vivant en France, il n'était qu'une seule solution viable : la création d'une nouvelle section du CNU, distincte de la 05. En effet, il ne fait aucun doute, si l'on demeure dans le cadre institutionnel actuel, qu'en raison des rapports de force et des conceptions dominantes quant à la nature de l'excellence scientifique, aucune perspective de développement n'est possible pour les courants théoriques qui n'ont pas l'aval du paradigme standard. Le rejet du pluralisme est écrit de la manière la plus explicite qui soit dans la hiérarchisation des revues. Comme le montrent sans ambiguïté les données statistiques présentées au début de ce chapitre, si rien ne change, nous sommes irrémédiablement conduits à une extinction du pluralisme, alors même que la France avait su, plus que d'autres pays, conserver une grande diversité d'approches au sein de la discipline économique. Désormais, les économistes travaillant hors des sentiers battus du paradigme standard sont conduits à trouver refuge dans d'autres sections telles que la

géographie, la sociologie, la gestion, la philosophie et la science politique. Dans d'autres pays, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada, ce même phénomène, parce qu'il a commencé bien plus tôt, est encore plus massif. Il faut bien chercher pour trouver dans l'université allemande des économistes hétérodoxes.

Cette nouvelle section, intitulée «Économie et société», aura vocation à accueillir tous ceux qui travaillent sur des objets économiques et se reconnaissent dans son projet pluraliste. Nous en proposons la création à titre expérimental pour quatre années. Sur la base des résultats obtenus, la décision sera prise de pérenniser l'expérience ou d'y mettre fin. Cette section aura à cœur de faire fructifier les résultats acquis par les économistes hétérodoxes en les faisant dialoguer entre eux comme avec les tenants de la théorie néoclassique. Citons, parmi les objectifs poursuivis, la volonté de favoriser :

- la réflexion théorique sur les catégories fondamentales de l'économie que sont la valeur, le capital, le profit, le marché, mais aussi la (re)distribution, la production et la consommation ;
- les pratiques qui permettent à la discipline économique de s'interroger sur elle-même, comme

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

l'histoire de la pensée économique, l'histoire des techniques statistiques et de la modélisation, l'épistémologie ou la philosophie économique ;  
– enfin, *last but not least*, les hybridations de l'économie avec les autres sciences sociales (anthropologie, droit, histoire, sociologie, science politique, etc.).

Notre ambition est notamment de susciter de grands débats théoriques, à l'image de ceux qui ont fait toute la richesse de la discipline et qui ont disparu, non pas parce qu'ils auraient perdu de leur pertinence, mais parce que l'orthodoxie n'y voyait plus son intérêt.

Il doit être clair que ce projet ne correspond en rien à la création d'un domaine protégé et clos sur lui-même. Tout au contraire, cette section « Économie et société » sera ouverte — on aura compris que c'est même son principe fondateur — non seulement, comme on l'a vu, aux autres disciplines qui partagent notre quête scientifique sur l'économie, mais aussi à la multitude des réseaux de recherche internationaux qui, comme nous, sont insatisfaits de la situation actuelle. À l'attention de ceux qui seraient néanmoins tentés d'ironiser sur une réforme « franco-française » (oubliant

qu'il est difficile de réformer ce qui se passe chez nos voisins...), nous évoquerons seulement le congrès international de l'AFEP en 2013, qui a réuni 650 participants de 49 pays, en collaboration avec deux organisations scientifiques internationales. Pour finir, cette présentation succincte de ce que sera cette nouvelle section, soulignons que la discussion avec la section 05 et le paradigme néo-classique restera une de nos priorités comme cela a toujours été. De fait, cette réforme n'enlève rien à la section 05. Elle étend simplement les libertés académiques.

*Acte III, scène 1, décembre 2014 : la secrétaire d'État accepte*

Le 4 juillet 2012, cette proposition d'une nouvelle section fit l'objet d'un Appel dans *Le Monde* auquel de grands noms des sciences sociales apportèrent leur soutien. Son succès, chez les économistes, dépassa nos espérances puisque près de 300 enseignants-chercheurs en poste signèrent une déclaration solennelle dans laquelle ils s'engageaient à rejoindre cette nouvelle section dès lors qu'elle serait créée. Un tel soutien, par son nombre même, révèle à quel point cette pratique pluraliste

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

de l'économie est souhaitée dans notre profession. Il ne s'agit pas de la lubie de quelques esprits isolés mais bien de l'expression d'un fort désir collectif pour que soit rénovée et diversifiée, dans notre pays, la manière de faire de l'économie. Dès à présent, de nombreux économistes sont prêts à investir toute leur énergie dans cette nouvelle aventure intellectuelle collective. Notons qu'un tel nombre rend sans conteste notre projet viable puisqu'il est déjà supérieur aux effectifs de certaines sections existantes. Il ne manque que la signature de la ministre.

Alors que nos propositions étaient rendues publiques et obtenaient le soutien relaté, l'AFEP prenait contact avec le ministère de l'Éducation nationale et le secrétariat d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les discussions se déroulèrent sur plusieurs années. Enfin, le 11 décembre 2014, des représentants de la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, et de la secrétaire d'État, Geneviève Fioraso, nous annoncent officiellement la création d'une nouvelle section du CNU qu'ils ont décidé de nommer «Institutions, économie, territoire et société». Rendez-vous est pris le 13 janvier 2015 avec le ministère pour l'annonce solennelle de la mise en

place de la nouvelle section lors d'une assemblée extraordinaire de l'AFEP.

*Acte III, scène 2, janvier 2015 : la secrétaire d'État se rétracte*

Lors de cette rencontre du 11 décembre 2014, personne n'avait anticipé la violence des réactions que cette réforme allait provoquer, ni *a fortiori* le recul de la ministre, de sorte que l'annonce solennelle du 13 janvier n'aurait jamais lieu. Cette violence mérite d'être narrée. Elle révèle de manière exemplaire ce qu'est le climat intellectuel en économie.

La réaction la plus brutale est venue du président de la section 05 qui menaça de démissionner si le décret était publié et convoqua, pour le 5 janvier, une réunion extraordinaire de la section 05 dans le but de susciter une démission collective. Cette réaction fut suivie d'un article dans *Le Figaro* du 4 janvier qui explicite les positions des opposants à la réforme. La journaliste Marie-Estelle Pech, qui relaie les propos du président de la section 05 et de certains doyens de facultés d'économie, écrit : « Pour eux, cette nouvelle section “fourre-tout” va essentiellement servir à caser les “ratés” et les “frustrés” du

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

système universitaire.» Elle ajoute : « Un président d'université n'y va pas par quatre chemins : "la ministre s'est fait rouler par les gauchistes". » Certes, ces réactions sont d'une nature épidermique, mais elles n'en sont pas moins, pour cette raison même, révélatrices de l'état d'esprit ambiant. D'autant que nous sommes face à des personnes rompues à l'exercice de la parole publique et maîtrisant parfaitement leur expression. Apparaît ici au grand jour le mépris par quoi s'exprime cette certitude intime de la supériorité. On ne pouvait pas mieux démontrer combien, dans le cadre de l'actuelle section 05, les dés sont pipés et le dialogue est devenu impossible.

À partir du moment où Geneviève Fioraso a retiré son décret, il n'a plus été possible d'argumenter avec nos opposants. Ils se sont refusés à tout débat public. La revue *EducPros*, spécialisée dans l'enseignement supérieur, a pu en faire l'expérience. Elle écrit : « *EducPros* a proposé à des personnes opposées à la création d'une nouvelle section d'économie au CNU de débattre. Toutes ont décliné l'invitation. Pour le président de la section 05, "débattre avec un membre de l'AFEP ne ferait que contribuer à ternir encore plus l'image de la discipline". » Il est rare, dans ce milieu plutôt policé qu'est l'enseignement

supérieur, d'entendre des propos d'une telle violence à l'encontre de collègues universitaires. Le président de la section 05 ne nous juge même pas dignes de pouvoir débattre avec lui!

Quant aux arguments rationnels qui ont alors été invoqués, ce sont toujours les mêmes : il existerait, affirme Jean Tirole, un « standard unique d'évaluation scientifique basée sur un classement des revues » et « chercher à se soustraire à ce jugement promeut le relativisme des connaissances ». On reconnaît là l'argument *princeps* des opposants à la réforme. Comme nous avons déjà beaucoup dit sur la partialité de ce classement, qui n'est guère contestable, considérons maintenant une autre formulation de ce même argument, avancée par trois présidents d'universités importantes (Paris-Dauphine, Aix-Marseille et Toulouse-Capitole), dans une lettre du 5 janvier adressée à Najat Vallaud-Belkacem et Geneviève Fioraso : « Il est par ailleurs tout à fait contestable de prétendre que certains chercheurs en économie n'aient pas accès aux meilleures revues du fait de leur positionnement épistémologique et soient ainsi freinés dans leur carrière. Que dire, en effet, des parcours d'Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Thomas Piketty ou Jean-Paul



## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

Fitoussi?» Autrement dit, le fait que quatre économistes ayant pris leur distance avec le *mainstream* publient dans le *Top Five* prouverait qu'aucune barrière ne fait obstacle à la publication dans ces revues pour tous les hétérodoxes, pour peu qu'ils aient le niveau requis.

Cette analyse n'est guère convaincante. Passons sur le fait que les économistes choisis, avec deux prix Nobel, sont très particuliers. C'est un peu comme vouloir prouver qu'en Angleterre, au XIX<sup>e</sup> siècle, toutes les femmes pouvaient obtenir les postes qu'elles souhaitaient en prenant pour exemple la reine Victoria ou la famille royale. Plus sérieusement, personne ne conteste que certains économistes hétérodoxes — fort peu à la vérité — puissent publier dans ces revues. Comme on l'explique dans le glossaire en fin d'ouvrage, il existe de nombreuses formes d'hétérodoxie. Certaines partagent avec le *mainstream* suffisamment de points communs pour que quelques-uns de leurs articles soient acceptés dans le *Top Five*. C'est le cas des économistes cités. Par exemple, concernant Joseph Stiglitz, l'intégralité de son œuvre s'inscrit dans le cadre formel de la théorie néoclassique, qu'il enrichit plus qu'il ne la critique. Il est vrai qu'une fois le prix Nobel obtenu,

comme d'autres, il a pu «se lâcher» et devenir bien plus hétérodoxe qu'il ne l'était dans ses travaux académiques. Mais la question n'est pas là. Nos trois présidents contestent-ils que certaines problématiques n'ont pas droit de cité dans ces revues? D'autre part, l'argument sous-entend-il que, pour être reconnus, les économistes hétérodoxes doivent nécessairement publier dans ces revues? Au nom de quoi une telle exigence peut-elle être formulée? Doit-on reprocher à un économiste régulationniste de vouloir publier dans la *Revue de la régulation* parce qu'il sait qu'il y trouvera les lecteurs les plus à même de comprendre et de critiquer ce qu'il dit? Est-il normal qu'il en soit pénalisé, *a priori*, indépendamment de la qualité de son article?

En fait, ce que nous disent nos trois présidents, c'est que la publication dans ces revues est désormais devenue une obligation. Autrement dit, il faut comprendre qu'être économiste aujourd'hui, ce n'est pas tant se dévouer aux progrès des connaissances que de publier dans les revues du *Top Five*! Un économiste qui ne souhaiterait pas publier dans ces revues, par exemple parce qu'il les juge trop orientées en faveur du *mainstream*, se trouverait absolument bloqué dans sa carrière. Prenons

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

l'exemple d'un économiste français incontestable, Michel Aglietta, et observons qu'il n'a jamais publié dans les revues d'excellence, celles notées 1e — pour 1 excellent — et 1. Selon les critères qui prévalent désormais, il ne pourrait plus être professeur alors même qu'il est certainement un de nos économistes les plus importants. N'y a-t-il pas là de quoi s'interroger? Il en va de même pour un autre grand économiste hétérodoxe français, Robert Boyer, qui n'a publié qu'un seul article dans les revues dites d'excellence. Faut-il décréter qu'il est désormais obligatoire pour un chercheur de publier dans les revues en question? Autrement dit, le chercheur doit-il perdre sa liberté de choisir les revues auxquelles il souhaite collaborer? Est-ce cela que préconisent nos trois collègues? Pour être reconnus, les futurs Michel Aglietta et Robert Boyer devront-ils publier dans les revues dites d'excellence qui sont des revues du *mainstream*? Pour quelles raisons?

Il y aurait là une grave atteinte aux valeurs scientifiques. Au fond, c'est comme si, soudainement, la nature de l'activité scientifique avait muté : ce qui n'était qu'un instrument d'évaluation est devenu le but lui-même. Il ne s'agit plus de participer au progrès du savoir mais de publier dans les revues

dites d'excellence, quelles que soient par ailleurs ses convictions individuelles. Nous ne cherchons pas à noircir le tableau, mais il est de notre responsabilité de faire savoir que l'économie telle qu'elle se pratique de nos jours se caractérise de plus en plus par cette dérive opportuniste. La pression à publier dans les « grandes » revues finit par l'emporter sur tout autre objectif, au-delà du raisonnable. Écoutons le récit de Paul Krugman qui, du haut de son prix Nobel, est en mesure de dire haut et fort l'autocensure et les concessions nécessaires pour être publié dans les revues qui comptent et qu'on compte : « Dès le début des années 1980, il était bien connu des économistes que je fréquentais que la seule façon de publier des travaux de macroéconomie non délirants, c'était d'enrober des hypothèses sensées sur la production et l'emploi dans autre chose. Autre chose qui impliquait des anticipations rationnelles et autres machins intertemporels afin de rendre l'article respectable. Eh oui ! c'était bien un choix conscient, modelant le type de papier que nous écrivions. »

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

### CONCLUSION

L'histoire que nous venons de relater est d'abord celle d'un espoir déçu, l'espoir de très nombreux économistes qui souhaitent travailler selon des règles équitables et pluralistes. Ils n'en peuvent plus d'être méprisés et considérés comme des chercheurs de seconde zone au simple prétexte qu'ils ne pensent pas comme la majorité et ne reconnaissent pas l'excellence néoclassique. Il fut un temps où, dans l'université française, cette diversité des approches ne posait pas problème, mais cette époque est révolue à cause de la fermeture d'esprit du *mainstream* contemporain. Il faut en prendre acte. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun avenir possible pour les approches pluralistes dans le cadre de la section 05. Nous en avons longuement fait la démonstration, mais la simple observation des données statistiques est, sur ce point, sans ambiguïté. En partant de ce constat largement partagé par plus de 300 enseignants-chercheurs, une solution s'impose : le divorce. Il s'agit de créer un nouvel espace de travail et une nouvelle aventure collective. Cette perspective n'enlève rien à personne. Tout au contraire, elle rend possible de nouvelles opportunités sans condamner les anciennes,

ce que les économistes nomment le «gagnant-gagnant». Chacun y trouvera son compte. C'est vrai pour le *mainstream* qui, comme l'a démontré amplement la crise financière de 2008, a impérativement besoin de l'aiguillon de la concurrence s'il veut maintenir à long terme sa crédibilité comme sa capacité à innover. Et c'est vrai, bien sûr, pour toute une génération d'économistes qui cherchent à penser autrement et qui ne sauraient le faire dans le cadre institutionnel actuel. Quelle logique y a-t-il à s'opposer à un tel mouvement d'adhésion? La recherche scientifique a besoin de convictions comme elle a besoin de débats. Nos collègues du *mainstream* seraient-ils moins attachés que nous à la liberté de penser? Et puis, au bout de quatre années, nous pourrions évaluer les résultats et en tirer les conclusions. Si c'est un échec, il y sera mis fin.

Pour conclure, comme nous nous sommes attachés à le souligner à maintes reprises, cette réforme va bien au-delà de la seule institution universitaire. C'est toute la raison de ce manifeste. Les citoyens eux aussi veulent du pluralisme en économie, car ils veulent pouvoir choisir leur avenir d'une manière informée. Ils ne veulent pas entendre qu'il n'y a pas d'alternative. Ils veulent comprendre,

## *Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée*

délibérer et décider souverainement. Aussi la marginalisation des courants hétérodoxes n'est-elle pas, pour eux non plus, une bonne nouvelle.

Si cette analyse vous convainc, il n'est d'autre solution que de peser sur la puissance publique pour qu'elle accepte la création de cette nouvelle section. En raison de l'existence du CNU, c'est elle qui détient les clefs de l'organisation universitaire. Elle est la seule à même d'en modifier la structure (voir la thèse 10). Pour ce faire, nous vous proposons, à la toute fin de ce livre, une pétition. Son texte reprend, en la condensant, l'argumentation du livre. Elle est parue dans *Le Monde* du vendredi 30 janvier 2015. Si vous le souhaitez, vous pouvez la signer sur le site de l'AFEP. Vous rejoindrez ainsi les 5 000 premiers signataires, français ou étrangers, universitaires ou pas, économistes, juristes, sociologues, philosophes ou simples citoyens. C'est en leur nom que nous avons conçu et rédigé ce manifeste. Nous avons fait apparaître les 150 premiers signataires en distinguant nos soutiens internationaux parmi les économistes, nos soutiens en France auprès des chercheurs des autres sciences sociales et, enfin, nos soutiens parmi les économistes français. Signez si vous voulez que le pluralisme en économie soit préservé !

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

Cependant, avant d'en arriver au texte de la pétition, il nous a semblé important de développer notre argumentaire. Nous l'avons fait sous la forme de 10 thèses qui répondent à 10 objections qui nous ont été faites. C'est l'occasion de revenir sur différents points en les approfondissant, parfois au prix de certaines redites.



## Chapitre 3

### Ouvrons le débat : objections et réponses

Dans ce chapitre, nous proposons nos réponses à une série d'affirmations venant de nos adversaires. Cela permettra de détailler notre argumentaire et de revenir sur certaines explications que nous n'avons jusqu'ici qu'ébauchées. Un glossaire suivra.

## Thèse 1

Ils disent : *Il faut une seule économie car il n'y a qu'une seule manière de faire de la science économique.*

Nous répondons : *Le monopole disciplinaire est délétère; un pluralisme des approches est vital au progrès scientifique en économie.*

On l'a dit, pour les économistes *mainstream*, il n'y aurait qu'«un standard unique», indiscutable, pour évaluer l'excellence, pour dire ce qui est science et ce qui ne l'est pas. Les tenants d'un programme de recherche parmi d'autres ont ainsi une bien étrange façon de penser et de régler les controverses, en faisant de leur façon de voir un étalon universel et en voulant l'imposer à tous.

Le problème serait moins grave si la discipline économique avait été, comme le droit, partagée en plusieurs sous-disciplines. Mais ce n'est pas le cas : pour l'économie, il n'existe qu'une seule section (05), intitulée «sciences économiques», au pluriel donc. Dans les faits, comme nous l'avons souligné, cette pluralité a disparu : la discipline est de plus en plus monopolisée par ce qui ne fut jadis qu'un courant parmi d'autres. Il faut entendre l'avertissement du grand philosophe des sciences Lakatos : «On ne doit

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

jamais permettre à un programme de recherche de devenir une conception du monde ou un canon de la rigueur scientifique se posant en arbitre entre une explication et une non-explication. [...] Ce que Kuhn appelle la “science normale” n’est rien d’autre qu’un programme de recherche en position de monopole. [...] Plus vite commence la compétition, mieux c’est pour le progrès. *Le pluralisme théorique est supérieur au monisme théorique.*»

L’organisation centralisée de la discipline économique en France accentue encore la position de monopole que redoutait Lakatos. Les recrutements ont été biaisés sur une longue période et le *mainstream* détient aujourd’hui toutes les clés de la discipline, sans contre-pouvoir effectif. Seules subsistent quelques niches vouées à l’extinction. Les tenants de ce qui est devenu l’orthodoxie ont ainsi pris l’habitude de se redistribuer entre eux, selon leurs propres critères et leurs réseaux de clientèle, les ressources publiques destinées à faire vivre l’ensemble de la discipline, asphyxiant ainsi les paradigmes alternatifs. Ils ont eu beau jeu de légitimer constamment cette monopolisation des ressources en prétendant que tout ceci n’est que la juste sanction de leur excellence scientifique. Excellence scientifique déterminée par eux-mêmes

pour eux-mêmes. Les valeurs propres au *mainstream* sont désormais cristallisées dans les règles et instruments de gouvernement de la discipline : *ranking* des revues, standards de thèse et de publication, passages obligés du *cursus honorum*. Intériorisés par les enseignants-chercheurs, ils gouvernent désormais leurs attentes et leurs routines au quotidien ; ils formatent en amont les aspirations et la formation des aspirants économistes. La section est à ce point verrouillée que la crise de 2008 n'a eu aucun impact correcteur : au contraire, on a assisté depuis à une disparition accélérée des marges pluralistes.

Les tenants de la science économique unique considèrent les représentants de paradigmes alternatifs, parfois en toute bonne foi, comme des obscurantistes illégitimes. Les instruments disciplinaires leur confèrent le pouvoir de bannir ces hérétiques hors du royaume des économistes : en refusant la qualification de ces derniers en section 05, en bloquant l'avancée des carrières des réfractaires recrutés dans le passé, en leur laissant pour seule alternative la conversion ou la sortie de la discipline. Si ces économistes critiques considèrent que l'économie est une science sociale, morale et politique, qu'ils aillent donc se faire qualifier ailleurs : en

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

sociologie, en science politique ou en aménagement du territoire. Mais ils ne pourront plus prétendre à la qualification d'économiste, dans tous les sens du terme. Ils ne pourront plus intervenir à ce titre dans les débats publics. Et c'est bien là l'enjeu de fond.

Il est évident que le sectarisme de ceux qui imposent leurs vues en section 05 ne permettra pas de restaurer le pluralisme en son sein. Et les autres sections de sciences sociales n'ont pas vocation à accueillir les bannis de l'économie : la pénurie croissante de postes les conduit légitimement à se recentrer sur leur cœur de métier. En conséquence, la seule manière de faire vivre le pluralisme en économie passe par la création d'une nouvelle section.

Une telle création n'a rien d'extraordinaire. Nombreuses sont les disciplines qui comptent plusieurs sections au Conseil national des universités. Ainsi existe-t-il trois sections en droit : droit privé et sciences criminelles (section 01), droit public (section 02) et histoire du droit et des institutions (section 03). En physique, chimie, biologie ou médecine, plusieurs sections cohabitent. Et, osons le parallèle, la théologie est partagée en deux sections : théologie catholique et théologie protestante. Notons également que certaines sections

sont ouvertement pluridisciplinaires, à l'instar de la section 71 (sciences de l'information et de la communication).

La création d'une nouvelle section n'a rien de révolutionnaire; elle n'a même aucun coût : il s'agit simplement de renouveler les institutions universitaires existantes. Le CNU, quand il n'est pas accaparé par une école, est un solide garant de l'unité des statuts et de la qualité des recrutements. Cette demande est aux antipodes d'une démarche partisane : il s'agit de reconnaître officiellement qu'il ne saurait exister, au XXI<sup>e</sup> siècle, dans une discipline universitaire, une manière officielle de faire de la science.

## Thèse 2

Ils disent : *L'économie dans la section 05 est déjà pluraliste.*

Nous répondons : *Le seul pluralisme que tolère le mainstream est celui qui ne remet pas en cause son hégémonie.*

Militer pour le pluralisme en économie n'a pas de sens si l'économie est déjà pluraliste. Telle est l'objection des économistes *mainstream*, souvent

avancée de bonne foi. Elle se fonde sur l'évolution de l'orthodoxie dans le temps et aussi dans l'espace. L'économie orthodoxe aujourd'hui va effectivement chercher dans d'autres sciences sociales de bonnes idées qu'elle modélise. Elle serait donc déjà abondamment pluraliste.

Cette objection n'est pas recevable, car elle s'appuie sur une confusion entre le pluralisme interne à la théorie standard — qui ne touche pas à ses fondements — et le pluralisme externe qui reconnaît la pleine légitimité des autres programmes de recherche.

Quand d'autres sciences sociales sont convoquées, elles doivent rester à une place qui leur interdit de déstabiliser le *mainstream*. Le recours à la sociologie ou à la psychologie, par exemple, est cantonné à la discussion d'hypothèses auxiliaires mais n'empiète pas sur le noyau dur de la théorie. Le pluralisme façon *mainstream* n'est en effet tolérable que s'il ne débouche jamais sur la reconnaissance d'une pluralité de programmes de recherche au sein de la communauté des économistes. Cela revient à une négation de l'esprit scientifique par asphyxie du débat critique. C'est pourquoi ce pluralisme reste interne aux hypothèses fondamentales du *mainstream* et interdit un pluralisme externe qui

viendrait les remettre en cause. On peut toujours étudier la relation de travail en mobilisant les nombreux apports des sciences sociales, mais on ne doit pas s'affranchir de l'hypothèse fondamentale que la régulation du travail humain relève d'un marché. Les nombreux modèles *mainstream* du marché du travail, qu'ils incorporent ou non des concepts venus d'ailleurs, considèrent tous que le chômage résulte d'un mauvais fonctionnement de ce marché. Inlassablement, la question de l'emploi est abordée comme elle l'était dans les années 1930! Comment s'étonner dans ces conditions que les politiques économiques ressassent indéfiniment les mêmes obsessions?

Une autre stratégie du *mainstream* pour revendiquer faussement le pluralisme est de récupérer la critique. Il existe ainsi des économistes critiques qui ont fait carrière. Certains ont même reçu le prix Nobel : Herbert Simon (et la notion de la rationalité limitée), George Akerlof (et l'ouverture à la sociologie ou l'anthropologie), Amartya Sen (et l'élargissement de l'économie du bien-être) et Elinor Ostrom (et la théorie des institutions et des biens communs).

Si ces auteurs sont reconnus, ils sont néanmoins confinés à un espace très réduit et donc sans effet



## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

déstabilisateur sur le *mainstream*. Bref, ils sont une sorte de bonne conscience achetée à peu de frais, avant de retourner au *business as usual*. La reconnaissance académique de ces travaux ne va pas jusqu'à entraîner une révision des principaux modèles théoriques ou des principales prescriptions normatives du *mainstream*. Quelques auteurs critiques sont reconnus comme des dissidents. Autrement dit, selon la terminologie particulièrement parlante du philosophe des sciences Popper, loin d'être devant une forme de pluralisme, nous sommes devant une modalité de stratégie d'immunisation contre la critique, par spécialisation et par absorption superficielle de la critique. Le *mainstream* peut alors invoquer, pour rendre plus supportable sa position dominante, l'existence d'un petit secteur voué à des recherches critiques sans changer en quoi que ce soit sa propre orientation.

### **Thèse 3**

Ils disent : *Les hétérodoxes ne veulent pas se plier à la discipline commune, celle de l'évaluation par les pairs.*

Nous répondons : *L'évaluation par les pairs est essentielle pour toute communauté scientifique; ce*

*contre quoi nous protestons, c'est l'assujettissement à des normes arbitraires d'évaluation.*

Qui peut évaluer le travail d'un avocat, d'un médecin, d'un physicien, sinon une collectivité d'avocats, de médecins, de physiciens? Le propre des activités «intensives en connaissance» est que le jugement de qualité ne peut être porté que par des pairs. Encore faut-il que le système d'évaluation par les pairs fonctionne correctement. Puisque les partisans du *mainstream* accusent les économistes hétérodoxes de «ne pas vouloir se plier à la discipline commune, celle de l'évaluation par les pairs», il nous faut approfondir ce point déjà évoqué dans les chapitres précédents : comment nous procédons, en France, dans les diverses instances de la discipline économique pour sélectionner des candidats à la qualification, à une promotion et, par extension, à un recrutement. D'abord, les livres sont ignorés; la thèse elle-même ne constituerait pas une œuvre scientifique, comme l'a dit un président de l'Association française de science économique; seuls comptent les articles publiés dans les revues «académiques», lesquelles font l'objet d'un classement officiel, censé refléter un consensus sur ce qu'est l'excellence en économie. Le CNRS distingue

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

ainsi cinq catégories de revues, à savoir par ordre décroissant « d'excellence » : 1e (le *Top Five*), 1, 2, 3 et 4. Notons que nombre de revues scientifiques ne sont pas jugées dignes de figurer dans cette liste. Pour être bien évalué, un enseignant-chercheur doit avoir publié dans les revues classées 1e, 1, voire 2. Autrement dit, ce que le public ignore, c'est qu'on n'évalue pas des personnes, on classe des publications, non pas en les jugeant sur le fond, mais uniquement en se référant au rang de la revue qui les publie. Or la quasi-totalité des revues en haut du classement (anglophones, cela va de soi) sont fermées aux problématiques qui ne s'inscrivent pas — par leur sujet, leur méthode ou leurs hypothèses — dans le paradigme dominant. Pas besoin d'être prophète pour deviner ce qu'un tel système va fabriquer dans la durée : d'une part, une pratique scientifique de moins en moins pluraliste ; d'autre part, un discours de plus en plus hypocrite sur l'objectivité des critères, la transparence des classements, la prétendue « excellence », etc.

Nous sommes donc radicalement opposés à cette procédure d'évaluation partielle, *mais en aucune façon au principe d'évaluation par les pairs*. À nos yeux, dès lors qu'une revue adhère aux règles fondamentales des « revues à comité de lecture », à savoir

une évaluation en aveugle par deux rapporteurs au minimum, elle doit être traitée sur un pied d'égalité avec les autres revues à comité de lecture. Procéder autrement, c'est trancher *a priori* quant à la valeur des programmes de recherche auxquels ces revues sont liées ou, pour le dire plus simplement, définir une science officielle. Il est vrai que l'abandon de la hiérarchisation des revues a une conséquence douloureuse : pour évaluer un dossier, il va falloir *lire* les travaux qui le constituent ! Il ne suffit plus de *compter* le nombre d'articles que le candidat Untel a publiés dans les revues classées 1 ou 2.

On nous rétorquera que « toutes les revues ne se valent pas », et nous pouvons en convenir. Mais la hiérarchie des qualités, parce qu'elle est complexe et variable dans le temps et selon les chercheurs, change radicalement de nature dès lors qu'elle est érigée en une norme publique. Du fait de cette institutionnalisation, sa signification est bouleversée. D'une part, le caractère officiel de la liste transforme les minoritaires en dissidents : celui qui constate que sa revue préférée n'a pas été retenue se sait d'avance condamné par la procédure d'évaluation. L'égalité des chances est rompue. *A contrario*, en l'absence d'une telle liste officielle, l'enseignant-chercheur qui s'en remet au jugement de ses pairs,

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

réunis en comité, peut toujours espérer que ses travaux seront lus et appréciés; et il arrive qu'il en soit ainsi. Donc premier effet négatif : la liste hiérarchisée crée un schisme objectif dans la communauté des chercheurs. Elle transforme la majorité en une orthodoxie par le fait qu'elle produit une définition normative et *a priori* de ce qu'est l'excellence. La « science » revendiquée par les uns contre les autres n'est en réalité que la « science normale », si bien analysée par le grand philosophe des sciences Thomas Kuhn, et si justement raillée par Lakatos.

La dynamique ne s'arrête pas là. La « science normale » va elle-même dégénérer en « science normalisatrice ». Les sciences sociales qui ont étudié les indicateurs de performance — ou *benchmarking* — ont bien mis en évidence qu'un « chiffre » officiel lorsqu'il rétroagit sur les pratiques des acteurs change de signification. Ainsi, les autorités de Hanoï, pendant la période coloniale, pour lutter contre la prolifération des rats, avaient décidé de donner une prime aux habitants pour chaque peau d'animal apportée; ce qui a conduit au développement des élevages de rats ! Il en va de même dans nos métiers : ce qui n'était qu'un instrument au service d'une fin supérieure devient l'objet même recherché. Les économistes orthodoxes vont privilégier la

conformité aux critères *formels* découlant du rôle de ce «chiffre», au détriment des critères *substantiels* liés aux vertus usuelles de l'esprit scientifique que sont d'abord le doute méthodique sur toutes les idées, y compris les mieux admises; ensuite, l'intérêt pour les questions les plus importantes plutôt que pour les plus gratifiantes; enfin, la quête non opportuniste d'une meilleure compréhension du monde, voire de la vérité. À cela s'ajoute le fait que cette rationalité bibliométrique confère un poids démesuré à quelques dizaines d'individus (les éditeurs et rapporteurs des revues les mieux classées), sans aucun contre-pouvoir.

Les prétendus critères d'excellence bibliométriques revendiqués par l'économie standard fonctionnent en réalité comme de classiques barrières à l'entrée dans un secteur (académique) contrôlé par un acteur dominant (le *mainstream*). Il y a décidément place pour une autre conception de la discipline économique — qui restaurerait, via le pluralisme des programmes de recherche, quelque chose qui porte un beau nom : le débat scientifique.

#### **Thèse 4**

Ils disent : *La nouvelle section, ce sera de l'économie au rabais.*

Nous répondons : *«Économie et société» se fera le promoteur d'une exigence de rigueur scientifique et déontologique.*

C'est dans cette nouvelle section du CNU que pourront s'épanouir des travaux scientifiques issus des courants pluriels de l'économie politique, en lien étroit avec les autres sciences sociales. Selon les principes détaillés par l'AFEP dans sa charte, ce nouvel espace sera collaboratif, innovant et exigeant.

Collaboratif et innovant tout d'abord. Ne revendiquant aucun monopole, convaincue des bienfaits de l'interdisciplinarité, la nouvelle section collaborera étroitement avec les sections traitant, à des degrés divers, de l'objet économique (sciences économiques, gestion, sociologie, science politique, histoire, géographie, droit, sciences de l'environnement, etc.). Loin de l'impérialisme des «sciences économiques», l'interdisciplinarité ici promue sera fondée sur la réciprocité et la (re)connaissance mutuelle. En matière d'enseignement, la nouvelle

section coopérera avec d'autres sections du CNU, en particulier l'actuelle section de sciences économiques et la gestion (nombreuses sont les facultés d'économie et gestion). Par l'élargissement du spectre d'objets et de méthodes, l'offre de formation gagnera en variété et en attractivité et sera en prise avec les réalités socioéconomiques, les institutions et les entreprises qui font la vie économique. Cette offre répondra ainsi aux attentes des étudiants et des mondes de l'emploi. Elle facilitera le développement de formations conjointes «économie et sociologie» ou «économie et droit», par exemple. La demande croissante de diplômés polyvalents, rompus aux techniques qualitatives et quantitatives, sera mieux satisfaite.

Cette section sera exigeante dans ses modalités d'évaluation de la recherche. Les membres du CNU de la nouvelle section s'engageront à évaluer le *contenu* des travaux, seule modalité d'évaluation rigoureuse et légitime à nos yeux. Nous refusons l'évaluation presse-bouton par comptage automatique des étoiles de revues (voir la thèse 3) qui favorise des dérives dommageables (clonage des articles par un même auteur, «saucissonnage» des résultats, prolifération d'articles à faible valeur ajoutée, etc.). Le livre retrouvera une place de choix



## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

dans les productions scientifiques. Loin de la simple juxtaposition de trois articles hétérogènes, la thèse correspondra à un ensemble rigoureux, cohérent et original. Plutôt qu'une liste étroite subissant un intense lobbying, nous nous référerons à la liste *EconLit* du *Journal of Economic Literature* qui rassemble les revues obéissant aux règles essentielles de l'évaluation en double aveugle.

Enfin, la nouvelle section proposera une science indépendante, soucieuse des conflits d'intérêt qui entachent de plus en plus les sciences économiques. Parmi les règles de transparence inscrites dans la charte proposée pour la nouvelle section, il est ainsi spécifié que les universitaires devront déclarer toute source de rémunération annexe et en préciser le montant dès lors qu'elle a un lien financier, idéologique ou politique avec la thématique étudiée.

### **Thèse 5**

Ils disent : *Créer une nouvelle section CNU, c'est promouvoir «le relativisme des connaissances, anti-chambre de l'obscurantisme».*

Nous répondons : *En économie, seul un véritable pluralisme peut constituer un rempart contre l'obscurantisme.*

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

Dans sa lettre à Geneviève Fioraso, Jean Tirole rappelle très justement que le progrès scientifique se nourrit de la confrontation entre pairs. Il s'oppose alors à la création d'une nouvelle section CNU au motif fallacieux que celle-ci empêcherait une telle confrontation :

*«Il est indispensable que la qualité de la recherche soit évaluée sur la base de publications, forçant chaque chercheur à se confronter au jugement par les pairs. C'est le fondement même des progrès scientifiques dans toutes les disciplines. Chercher à se soustraire à ce jugement promeut le relativisme des connaissances, antichambre de l'obscurantisme. Les économistes autoproclamés "hétérodoxes" se doivent de respecter ce principe fondamental de la science. La création d'une nouvelle section du CNU vise à les soustraire à cette discipline.»*

Dans les pages qui précèdent, nous avons montré la nécessité d'une nouvelle section pour promouvoir le pluralisme des programmes, des objets et des méthodes de recherche en économie. Mais il ne s'agit évidemment pas de défendre l'idée selon laquelle tout se vaudrait, de sorte que rien,

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

finalement, ne serait véritablement scientifique. L'accusation est tellement grave qu'il n'est sans doute pas inutile de nous répéter : le pluralisme que nous défendons n'est pas l'ennemi de la science. Il en est au contraire la condition nécessaire. Il suscite le progrès scientifique plutôt qu'il ne lui nuit.

C'est d'ailleurs le cas dans toutes les sciences, y compris celles de la nature. Car la nature ne livre pas immédiatement ses secrets à qui la regarde ou l'étudie. Le monde peut être raconté de plusieurs façons différentes. Ceci ne signifie évidemment pas que l'on puisse en dire n'importe quoi, mais simplement que des systèmes théoriques différents peuvent en rendre compte et qu'à travers eux le monde nous apparaît différemment. Certains ont ainsi vu le soleil se lever là où d'autres allaient voir la terre tourner; l'univers a été imaginé clos, indéfini, infini ou fini, plat ou courbe, statique ou en expansion, etc. Ces visions du monde, souvent incompatibles, ont parfois coexisté. Dans les sciences de la nature, ces périodes de coexistence — et de confrontation — de systèmes théoriques rivaux sont décrites, entre autres par Kuhn et Lakatos, comme les plus fécondes de l'histoire des sciences.

Dans une science sociale comme l'économie, le pluralisme a d'autres raisons d'être que les sciences

de la nature ne connaissent pas. Par exemple, le monde qu'étudie l'économiste a ceci de particulier qu'il est possible de l'imaginer meilleur : plus riche, plus prospère, plus juste. C'est un monde que l'on peut approuver ou désapprouver. On le juge à l'aune de certaines valeurs. On l'évalue selon certains critères. On peut même le transformer. «On ne peut étudier la réalité sociale que du point de vue des idéaux humains», disait Gunnar Myrdal (un des rares prix Nobel d'économie hétérodoxes). C'est pourquoi l'économie est fondamentalement «économie politique» (au sens plein du mot) : elle vit du débat d'idées et de la confrontation des valeurs.

Les théories des économistes orthodoxes n'échappent pas à cette loi. Elles aussi sont relatives à un ensemble de valeurs. L'une de leurs valeurs fondatrices, par exemple, est le respect de la souveraineté individuelle, qui repose sur la vision d'un individu maximisateur. C'est sur ce fondement que le critère de l'efficience domine celui de la justice. L'organisation jugée la plus «efficace», celle qui sert de référence à la grande majorité des modèles orthodoxes est appelée «marché», renvoyant, dans l'imaginaire collectif, au mythe d'une régulation qui pourrait se passer de l'État.

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

Le *mainstream* n'est donc pas vierge de valeurs qui permettent de voir la société sous un jour particulier. Pourtant, leur rejet du politique a conduit les économistes orthodoxes à faire croire qu'une frontière étanche pouvait séparer, dans les sciences sociales, ce qui relève du scientifique de ce qui relève du politique, et que, pour faire œuvre de connaissance, la théorie économique devait être débarrassée de ses atours politiques, ce qu'ils seraient bien sûr seuls capables de faire.

C'est oublier qu'on ne neutralise pas la dimension politique des théories économiques en la déniait. En faisant passer des valeurs pour des vérités, un tel déni ouvre plutôt la porte au dogmatisme, anti-chambre de l'obscurantisme. Pour qu'elle ne soit pas incompatible avec la rigueur scientifique, il faut au contraire que cette dimension politique soit assumée et que les économistes s'obligent à une double confrontation. La première avec la réalité économique, et il est de ce point de vue extravagant que la crise de 2008 n'ait pas un tant soit peu ébranlé le *mainstream*. La seconde avec leurs pairs, plus précisément avec les représentations fournies par les paradigmes rivaux. La connaissance économique progressera plus sûrement au rythme de débats contradictoires éclairés par l'histoire que

sous le règne d'un dogme ignorant superbement les autres conceptions de la société.

Nous l'avons dit en introduction, l'enjeu dépasse très largement le domaine de la connaissance, car les théories économiques ont un impact sur la société, ne serait-ce que par l'intermédiaire des politiques économiques qu'elles suggèrent. Le maintien du pluralisme dans le champ scientifique est donc une condition nécessaire pour que le choix entre les différents systèmes de valeurs s'opère là où il est légitime, à savoir dans la sphère politique. Empêcher le pluralisme dans le champ scientifique subordonne *ipso facto* le politique à l'économique et menace, en conséquence, la possibilité même du débat démocratique.

## Thèse 6

Ils disent : *L'économie est une science dure.*

Nous répondons : *L'économie est une science sociale.*

Par son objet, le domaine de l'action sociale relatif à la production, la répartition et la consommation de richesses, l'économie relève de la famille des sciences sociales. Néanmoins, l'économie *mainstream* s'est construite par une imitation scientiste

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

de certains des concepts de la mécanique du début du XIX<sup>e</sup> siècle (équilibre, force, etc.) en vue de développer une physique sociale. Ces métaphores énergétiques ont permis aux économistes néoclassiques de proclamer l'appartenance de l'économie aux sciences « dures » et de regarder avec condescendance les autres sciences sociales, dites « molles » ou inexactes. L'« impérialisme économique » est même allé jusqu'à étendre son modèle d'*homo œconomicus*, de marché auto-équilibré et de préférences stables aux domaines réservés des autres sciences sociales (mariage, criminalité, etc., cf. encadré). En outrepassant son domaine initial, en s'imposant comme la science universelle des choix humains rationnels, l'économie dominante s'est emparée de nouveaux terrains, tout en faisant fi des connaissances et des méthodologies accumulées par les sciences sociales qui les explorent de longue date. D'ailleurs, les revues *mainstream* en économie citent très peu les autres sciences sociales qui, elles, citent les autres disciplines dont l'économie.

**Gary Becker, criminologue**

Becker, économiste « nobélisé » de l'école de Chicago raconte comment il eut la révélation d'un nouveau champ d'application du « raisonnement économique » : « J'ai commencé à réfléchir sur le crime dans les années soixante après m'être rendu en voiture à l'université de Columbia pour l'oral d'un étudiant en théorie économique. J'étais en retard et avais à décider rapidement si je garais ma voiture à un emplacement autorisé ou si je risquais une contravention en la garant illégalement dans la rue. J'ai calculé la probabilité d'avoir une contravention, l'importance de l'amende et le coût d'un parking autorisé. J'ai alors décidé qu'il était opportun de prendre le risque et de me garer dans la rue (je n'ai pas acheté de ticket de stationnement). En me rendant à la salle d'examen, je me suis alors dit que les autorités de la ville avaient vraisemblablement fait la même analyse que moi. » Il va alors généraliser à l'ensemble des crimes et délits son cas singulier, en supposant que les pouvoirs publics, comme les criminels en puissance, obéissent à ce même type de rationalité. Il applique sans plus de procès le modèle de *l'homo œconomicus*, celui d'un calcul maximisateur en situation d'information parfaite : « la rationalité implique que des individus deviennent



## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

criminels du fait des récompenses financières et autres issues du crime comparées à celles du travail légal, en considérant la probabilité d'être arrêté et sanctionné, ainsi que la sévérité de la punition». À l'inverse de la démarche usuelle d'un sociologue ou d'un anthropologue étudiant ces sujets, ce modèle explicatif ne repose pas sur une rigoureuse observation des comportements criminels.

Derrière les équations, un parti-pris idéologique. De l'aveu de Becker, il s'agissait pour lui de combattre les explications insistant sur les déterminants sociaux des comportements criminels, trop propices au développement des droits des accusés. Le criminel, selon Becker, est donc un individu hyper-calculateur, parfaitement conscient et libre de ses choix. Sont *de facto* occultés les comportements passionnels, sous influence, de circonstance. Disparaît ainsi tout ce qui fait qu'un individu est socialement constitué.

---

À l'opposé de cette conception de la « science économique », nous défendons la thèse d'une économie politique ancrée dans les sciences sociales. En effet, parce que l'économie est enchâssée dans le social, ses régularités ne sauraient être comprises sans les situer dans leur contexte social, historique

et culturel. Cette économie politique recherche le réalisme raisonné des hypothèses et la confrontation des théories comme condition du progrès de la connaissance. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'appel à la création d'une nouvelle section «Économie et société», clin d'œil appuyé à Weber et Polanyi ainsi qu'à Braudel et l'école des Annales. L'économie comme discipline entre ainsi en dialogue et en interaction avec les autres sciences sociales, au lieu de les mépriser ou de les coloniser. La place de l'économie dans les sciences sociales trouve sa description la plus juste chez le sociologue français Émile Durkheim quand il écrit : «L'économie politique perd ainsi la prépondérance qu'elle s'attribuait pour devenir une science sociale à côté des autres, en étroit rapport de solidarité avec elles, sans qu'elle puisse pourtant prétendre à les régenter.»

## Thèse 7

Ils disent : *Les hétérodoxes sont contre l'usage des mathématiques ; ils veulent une économie littéraire.*

Nous répondons : *Les mathématiques sont pour nous un instrument utile, mais ne sont pas une fin en soi.*

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

L'hostilité au projet de nouvelle section s'enveloppe très souvent dans une rhétorique condescendante qui suspecte un regroupement des adeptes d'une économie purement littéraire, qualitative, molle en un mot, incapables de s'adapter au canon international d'une économie du type « science dure », rigoureuse, appuyée sur des modèles mathématiques et/ou des techniques quantitatives.

Pas plus qu'il n'existe une « économie mathématique », comme certains se plaisent à le prétendre, il n'est possible de dire que les hétérodoxes sont contre l'usage des mathématiques. La mise en scène par certains de l'économie discursive, qui serait hétérodoxe, contre les matheux, supposément orthodoxes, est un leurre destiné à ne pas discuter des vrais enjeux. D'ailleurs, le plus fervent opposant à la mathématisation de l'économie ne fut-il pas Carl Menger, l'un des fondateurs du courant dominant actuel ? Inversement, les pionniers de plusieurs courants hétérodoxes ont contribué à la mathématisation de l'économie bien avant que l'orthodoxie contemporaine ne devienne hégémonique. En réalité, les orthodoxes comme les hétérodoxes utilisent les mathématiques. Là n'est pas le vrai clivage en la matière.

Le projet de nouvelle section non seulement ne vise pas une économie non-mathématique, mais se propose de restaurer, dans sa plénitude, le statut instrumental des mathématiques (ou des techniques quantitatives). Cette approche éviterait d'utiliser les mathématiques à contre-emploi, renforçant tous les défauts de l'économie orthodoxe. Elle ouvrirait de nouvelles possibilités de coopération avec nos collègues mathématiciens (ou économètres).

Dans cette perspective, les mathématiques sont utilisées en appoint d'un raisonnement théorique pour formuler un « modèle », c'est-à-dire un ensemble d'équations qui expriment les liens supposés par le modélisateur entre les variables qui lui semblent importantes. Les choix opérés par le modélisateur découlent des idées contenues dans la théorie à laquelle il se rattache. Chaque théorie comporte ainsi ses propres modèles. De ce point de vue, l'usage des mathématiques ne précède pas mais procède de la réflexion théorique. Malheureusement, dans le *mainstream*, l'inverse est fréquent : les moyens en viennent à se suffire à eux-mêmes et à se muer en fins.

Que le raisonnement économique puisse trouver dans l'outil mathématique un puissant renfort va de soi ; en revanche, que le raisonnement économique

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

soit confondu avec le raisonnement mathématique a des effets catastrophiques, à la fois sur l'enseignement et sur la recherche. Énumérons ces effets : transformation des étudiants en singes savants, primauté de la forme sur le fond, de la « rigueur » sur la pertinence, confusion de la carte et du territoire, fantasme du modèle pris pour le réel et prétention mal placée à la scientificité. Par ailleurs, la transformation de l'économie en un langage hermétique au commun des mortels contribue à confisquer le débat économique au profit des seuls experts.

En réalité, une nouvelle section, qui referait de l'économie une science humaine et sociale au milieu des autres, au lieu de la réduire à une branche des mathématiques appliquées, ne diminuerait pas, mais démultiplierait spectaculairement les occasions de coopération entre mathématiciens et économistes : les uns et les autres s'interrogeant ensemble sur les outils formels les plus appropriés à (par exemple) la rationalité limitée, l'endogénéisation de la qualité, l'interprétation des comportements, les logiques possibilistes (et non probabilistes), les entités floues, les rapports de force, le traitement de la complexité, les procédures d'agrégation, etc. Paradoxe : pour les raisons que l'on vient de rassembler, l'avenir de l'économie

mathématique passe aussi par la nouvelle section « Économie et société ».

## Thèse 8

Ils disent : *Le concours d'agrégation du supérieur permet une sélection efficace des professeurs selon le mérite.*

Nous disons : *Le concours d'agrégation du supérieur est un système inefficace, clientéliste, injuste; une machine qui a broyé tout pluralisme.*

En France, la principale voie de recrutement des professeurs d'université en sciences économiques était, jusqu'à présent, le concours d'agrégation du supérieur, conçu sur le modèle de l'agrégation des facultés de droit. Elle s'était également étendue à la gestion et à la science politique. L'agrégation n'est pas le droit commun des autres disciplines (plus de soixante-dix), pour lesquelles le parcours normal de recrutement des professeurs suit une séquence longue mais plus ou moins continue : une dizaine d'années d'expérience comme maître de conférences ; la préparation d'une habilitation à diriger des recherches (HDR) à partir des publications réalisées ; une « qualification » préalable au statut de

## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

professeur par le Conseil national des universités (CNU) ; enfin des candidatures dans les universités disposant d'un poste vacant.

Jusqu'à cette année (2015), la très grande majorité des professeurs d'économie était recrutée via cette agrégation du supérieur. La seconde procédure, contingentée à un maximum d'un tiers des postes mis à l'agrégation, la « voie longue », était analogue à celle en vigueur dans toutes les autres disciplines (ancienneté comme maître de conférences, candidature dans les universités, qualification par le CNU). Si l'on peut être professeur agrégé avant 30 ans, on ne peut le devenir par la voie longue avant 40 ans ou plus. Dans les faits, sur la période 2000-2011, près de quatre postes de professeurs sur cinq ont été pourvus via l'agrégation.

L'affectation des professeurs agrégés dépend du classement final : le premier classé choisit son université parmi celles ayant des postes ouverts au concours, le deuxième choisit ensuite parmi les postes restants, et ainsi de suite jusqu'au dernier.

Sur le papier, on pourrait penser que le concours d'agrégation du supérieur, s'il fait figure d'anomalie par rapport au droit commun, assurerait néanmoins une sélection au mérite et respecterait l'égalité des chances des candidats. Or, tel n'a jamais été le

cas pendant les quinze, voire vingt-cinq dernières années. Ce concours est *de facto* devenu un moteur essentiel de la marche irrésistible vers le formatage de la profession. Cela tient à un défaut constitutif de cette procédure : il n'y a guère de garde-fous contre le pouvoir discrétionnaire d'un jury dont le président, nommé par le ministre, choisit les différents membres. Cet élément essentiel de cooptation rétroagit sur les critères de qualité qui permettront la sélection des candidats (en nombre limité), à travers une série d'épreuves presque exclusivement orales. Des liens de proximité inévitables dans un milieu relativement étroit font que les candidats ne sont pas du tout à égalité.

Ce défaut constitutif a pu être atténué dans le passé par une certaine alternance d'un jury à un autre – mais on comprend immédiatement que si l'on greffe sur cette procédure un biais général (pas forcément propre à la France) vers une certaine conception dominante et restrictive de l'économie, ses effets toxiques se trouvent démultipliés. Des jurys majoritairement monocolores vont fabriquer en série de nouveaux professeurs majoritairement monocolores, qui vont eux-mêmes renforcer le paradigme dominant, envoyant un signal de plus en plus impérieux aux futurs candidats : ceux qui



## *Ouvrons le débat : objections et réponses*

sont en phase avec ce paradigme dominant verront à juste titre dans ce concours un accélérateur de carrière (avec une thèse composée de quelques articles dans des revues réputées, on peut devenir professeur avant 30 ans) ; quant à ceux qui ont l'outrecuidance de contester scientifiquement la pensée dominante, ils collectionneront des échecs humiliants, puis s'autocensureront et ne se porteront même plus candidats.

Par ailleurs, ce concours n'est pas sans présenter de graves inconvénients pour les universités qui voient arriver de jeunes agrégés, qu'elles n'ont pas choisis, sélectionnés en fonction de leurs publications plutôt que des besoins d'enseignement ou d'encadrement local. Le plus souvent, ces professeurs à peine nommés chercheront à se faire muter et ne s'investiront pas dans la vie d'une université qu'ils quitteront bientôt.

Ce diagnostic d'ensemble est si peu contestable que le ministère, en 2014, a finalement décidé, à titre expérimental et pour quatre ans, de supprimer le contingentement des postes à la «voie longue». Cela pourrait mener à la suspension définitive de l'agrégation, les universités n'étant pas motivées à demander des postes d'agrégés, qui leur sont affectés non par choix mais par les hasards

du classement au concours et ont tendance à en repartir rapidement. Dans ce cas, la discipline économique devrait revenir à la procédure normale de recrutement propre à toutes les disciplines scientifiques, privilégiant l'expérience professionnelle et les travaux de recherche dans la durée. L'AFEP s'est félicitée de cette réforme qui va dans le sens de ses revendications de longue date.

Cela suffira-il à faire disparaître les effets cumulés d'une dynamique de quinze à vingt-cinq ans? Évidemment non. Le projecteur se déplace vers le fonctionnement prévisible du schéma de recrutement des futurs professeurs et l'équation dévastatrice : qualification par le CNU + choix par les universités d'un profil de poste vacant + composition du comité de sélection. Chacune de ces étapes sera confrontée à la même interrogation cruciale : quel respect du pluralisme peut-on espérer de la part d'un système constitué d'économistes formés, classés, recrutés et promus dans un contexte de plus en plus hostile au pluralisme? Nous n'incriminons pas les personnes, mais un système – dont la pièce maîtresse est inconnue du grand public : un classement officiel des revues académiques (voir la thèse 3).

## **Thèse 9**

Ils disent : *Il suffit de supprimer l'agrégation du supérieur ; pas besoin de créer une nouvelle section.*

Nous répondons : *La suppression de l'agrégation ne restaurera pas le pluralisme en sciences économiques.*

Les fortes critiques dont fait l'objet le concours d'agrégation du supérieur en sciences économiques, analysées dans la thèse précédente, ont conduit à demander la suppression de ce concours par de nombreux enseignants-chercheurs, bien au-delà de l'AFEP. Cette première mesure n'est en rien suffisante pour restaurer un pluralisme véritable dans notre discipline. En effet, si les professeurs en économie ne sont plus recrutés par un concours d'agrégation national, ils le sont par un jury local, à condition d'avoir été qualifiés par le Conseil national des universités de la section de sciences économiques. Pour être recrutés, les candidats doivent donc satisfaire aux exigences de la section du CNU, puis être classés premiers par un comité de sélection local pour des postes dont le profil a été décidé dans un conseil d'université. Dans toutes ces instances ne siègent que des professeurs de sciences économiques en poste.

Or il n'y a quasiment plus de professeurs hétérodoxes pour siéger dans ces jurys! Ils sont tous ou presque partis à la retraite. Les ravages d'un recrutement professoral à sens unique sont désormais irrémédiables puisque les professeurs élus du CNU et les membres des comités de sélection sont désormais presque exclusivement orthodoxes. La suppression de l'agrégation ne peut donc pas changer des décennies d'extinction du pluralisme en économie. Il est trop tard. L'état de la démographie du corps professoral en section 05 conduit aujourd'hui à un verrouillage institutionnel qui est structurel.

Le pluralisme passe désormais par la création d'une nouvelle section du CNU. On comprend pourquoi les économistes *mainstream* s'accommodent de la suppression de l'agrégation, certes avec quelques grincements de dents, mais luttent de toutes leurs forces contre la création d'une nouvelle section.

## **Thèse 10**

Ils disent : *Les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir dans les querelles entre chapelles scientifiques.*

Nous répondons : *Il est du devoir des pouvoirs publics de rétablir les conditions institutionnelles de la démocratie universitaire en économie.*

En demandant au gouvernement de créer une nouvelle section « Économie et société », nous ne faisons en rien appel au politique pour trancher un désaccord scientifique. Les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir dans les controverses scientifiques. Leur rôle est d'établir les conditions institutionnelles favorables au développement des disciplines scientifiques. Le pluralisme en est une, des plus importantes. Comme l'a dit avec force Karl Popper, esprit démocratique et esprit scientifique sont indissociables. La démocratie, y compris à l'intérieur de l'université, repose non seulement sur le gouvernement par la majorité, mais aussi sur des institutions pluralistes garantissant que les voix minoritaires puissent s'exprimer, explorer de nouvelles voies, alimenter les débats et convaincre. Et c'est ce dont il s'agit ici : rétablir les conditions institutionnelles de la démocratie universitaire

au sein d'une discipline économique qui traverse une crise structurelle depuis que le *mainstream* y exerce une domination sans partage. Crise ouverte de l'enseignement depuis les années 1990, scandée par les mouvements Autisme et PEPS-Économie, crise majeure de la pensée économique devenue flagrante depuis 2008. À l'origine de cette situation, une crise profonde des institutions de la discipline à laquelle les pouvoirs publics peuvent et doivent aisément remédier.

Car créer une nouvelle section «Économie et société», c'est construire un nouvel espace universitaire et public qui n'enlève rien aux courants dominants sinon leur monopole sur la discipline économique. Cet espace ne se définit pas *contre* le paradigme dominant mais *pour* le développement *concomitant* d'autres paradigmes. Il rétablit la démocratie confisquée par une majorité qui ne tolère les débats qu'à l'intérieur de son programme de recherche. Comme si la démocratie se réduisait aux discussions intestines à un parti unique! Ces débats internes peuvent certes être vifs et des plus nécessaires, mais la démocratie comme la science ne sauraient reposer sur un parti-pris unique, ostracisant les autres. Ne l'oublions pas, le pluralisme universitaire nourrit la démocratie tout court. Sans

### *Ouvrons le débat : objections et réponses*

débats contradictoires assis sur des recherches solides, professionnelles et indépendantes, pas de démocratie véritable!

Le pluralisme est mort, vive le pluralisme! Il pourra de nouveau s'épanouir par la coexistence pacifique de deux sections dont les membres pourront enfin dialoguer sur des bases équitables et donc apaisées.





## Glossaire

**Néoclassique :** avec ce qualificatif on désigne un courant théorique qui naît vers 1880. Il succède au courant classique en s'en affranchissant significativement sur différents points. Par exemple, alors que l'analyse des classiques (Smith, Ricardo, Marx) reposait sur des classes sociales, les néoclassiques privilégient la rationalité individuelle. En opérant une césure franche entre l'économie et la sociologie, le courant néoclassique cherche à élaborer une théorie mathématique du marché pour faire de l'économie une science exacte. Il se développera jusqu'aux années 1970 en une théorie de l'équilibre général (TEG). Depuis, il s'est diversifié et s'est adjoint une branche extrêmement active qui

considère qu'il n'y a pas de problèmes qu'une bonne incitation (financière) ne saurait résoudre. Il y a un puissant élément de continuité entre la TEG et cette théorie des contrats incitatifs : c'est la rationalité individuelle non coopérative de l'*homo economicus*.

**Mainstream** : c'est une notion quasi-sociologique qui décrit un état de fait : il existe un « courant dominant ». On le repère aisément en parcourant les revues académiques les mieux classées. Un courant de pensée peut s'imposer, à une époque donnée, dans une communauté scientifique. C'est le cas en économie pour le courant néoclassique dans sa forme actuelle. L'existence d'un courant dominant n'est pas en soi un problème. Elle le devient quand la domination n'est pas seulement intellectuelle mais également institutionnelle et politique. La notion de *mainstream* rend compte de cette configuration perverse du champ scientifique. La suprématie de la théorie néoclassique est de cet ordre comme nous le montrons dans ce manifeste.

**Orthodoxie** : Manière dont domine le *mainstream*. Spécificité remarquable de la science économique que l'on ne retrouve dans aucune autre discipline. L'économiste orthodoxe ne défend

pas uniquement une façon de résoudre les problèmes économiques, il définit également ce que constitue un problème économique à résoudre. Il détermine ce qui est digne de figurer comme énoncé ou résultat scientifique et ce qui ne l'est pas. L'orthodoxe prêche pour une doctrine normale, une vérité *a priori* qui fonctionne comme une véritable foi. S'y opposer, c'est s'exposer à l'ostracisme et au rejet sous différentes formes, comme peut l'être un blasphémateur ou un hérétique. La notion d'orthodoxie, qui vient de Keynes, emprunte à la religion. Le cumul persistant d'une position de pouvoir et d'un régime de vérité va produire des effets profonds sur ceux qui en sont les bénéficiaires. D'une part, vis-à-vis de l'extérieur, il leur est difficile de résister au sentiment non seulement d'avoir raison (ce qui est légitime) mais d'incarner la science (ce qui ne l'est plus). D'autre part, en interne, il leur est encore plus difficile de remettre en question ce que tous partagent et qui leur assure une telle supériorité — d'où le risque que le travail scientifique tende à naturaliser/sacraliser ce qui est de l'ordre des préjugés (par ailleurs inévitables) ou des schèmes de pensée au fondement même du programme de recherche. La conjonction des deux effets fait alors vivre l'économiste dans un monde de plus en plus éloigné du

monde réel, avec des critères de rigueur formelle prévalant sur les critères de pertinence empirique.

Puisque l'orthodoxie économique est la marque d'une domination qui n'est pas assise sur des fondements scientifiques, le label est énergiquement refusé par ceux auxquels on l'applique. Précisément, le déni de la distinction orthodoxie/hétérodoxie par un économiste est l'indice que l'on a affaire à un orthodoxe. Attention : orthodoxie ne veut pas dire uniformité. Au contraire, cette notion ne visant que la structure profonde des schémas théoriques, on peut avoir l'impression d'une certaine diversité, mais celle-ci est superficielle, due à la variété des hypothèses auxiliaires. Depuis une quinzaine d'années, on voit même apparaître un nouveau visage de l'orthodoxie, mettant en avant essentiellement les méthodes quantitatives et expérimentales, avec, croit-on, le minimum de contenu théorique préalable. Au-delà de l'immense naïveté épistémologique qui donne à penser qu'on peut saisir la réalité avec pour seuls bagages des hypothèses auxiliaires, les préjugés théoriques fondamentaux ne sont pas moins prégnants, ils sont seulement moins conscients.

## Glossaire

Sur la base de ces trois notions, ainsi définies (il nous arrivera d'utiliser «**standard**» lorsqu'il est superflu de distinguer les trois notions), on peut, en sens inverse, introduire les trois notions contraires que nous utilisons pour reconstruire l'architecture institutionnelle de notre discipline :

- Le «**hors mainstream**» se définit par soustraction au *mainstream*. On a vu que la section 05 fonctionne de plus en plus sur une injonction implicite d'appartenance obligatoire au *mainstream* (via les critères d'évaluation). Cette injonction/exclusion est sans précédent dans l'histoire de notre discipline.
- Il existe en économie bien d'autres courants que le courant néo-classique. Par exemple : keynésien, institutionnaliste, régulationniste, évolutionniste, conventionnaliste, marxiste, etc. Ils ont chacun leur programme positif et ne se contentent pas de s'opposer à la théorie néoclassique. Certains ont même des racines historiques antérieures. Pour autant, si on veut les rassembler comme n'étant pas néoclassiques, on dira «**alternatifs**» ou «**critiques**».
- Le qualificatif «**hétérodoxe**» est beaucoup utilisé dans ce manifeste, parce qu'il a le mérite de ne pas se contenter de juxtaposer les courants «alter-

natifs», avec leurs contenus théoriques propres, comme des coureurs à égalité de chances sur une ligne de départ; il prévient les spectateurs qu'un des coureurs a détourné à son avantage les règles de la compétition, tout en prétendant le contraire — et que la course va en être faussée. Les hétérodoxes en économie ne peuvent pas se résumer à leur non conformité à la norme, leur non adhésion à l'orthodoxie. Ils développent en effet une autre manière de faire de l'économie et refusent notamment de faire de leur science un dogme, car ils accordent une importance capitale à la confrontation aux faits, au *dissensus* sous toutes ses formes et à l'interprétation. À la différence des orthodoxes, ils ne pensent pas que le monde doit être modelé et réformé afin d'entrer en conformité avec la théorie. Au contraire, ils considèrent que ce sont les théories elles-mêmes qui doivent être adaptées à leur objet.

Enfin le «**pluralisme**», qui fixe l'horizon de notre action, doit se traduire par une nouvelle section «Économie et société» — où n'existe plus de courant dominant, ni d'orthodoxie, seulement un débat ouvert et de fond entre des courants qui s'appellent toujours : néoclassique, keynésien,

## *Glossaire*

institutionnaliste, etc., mais qui discutent leurs hypothèses et confrontent leurs thèses sur le monde réel — une communauté scientifique, en somme.





Si vous pensez qu'il faut défendre le pluralisme en économie, venez nombreux signer en ligne la pétition suivante sur notre site : <http://assoeconomiepolitique.org/>

## Pétition

### **« Les économistes également ont besoin de concurrence »**

Dans ces mêmes colonnes, le 4 juillet 2012, plusieurs grandes voix des sciences sociales demandaient au gouvernement de garantir le pluralisme au sein des institutions de recherche et d'enseignement de l'économie, pluralisme sans lequel il ne saurait y avoir, dans notre pays, un débat démocratique informé et rigoureux. Il s'agissait alors de tirer les leçons de la crise financière de 2008, qui avait montré combien pouvait être contre-productive une pensée économique trop homogène et trop sûre d'elle-même. Or nous sommes aujourd'hui obligés de constater que ces leçons n'ont pas été

entendues : rien n'a changé, ni dans les programmes de recherche, ni dans l'enseignement. Cela tient à la position de monopole qu'occupent aujourd'hui les approches dite *mainstream* (« dominantes »).

Soyons clairs, nous ne nions en rien l'intérêt de celles-ci, ni leur rayonnement, ni ne demandons qu'elles soient de quelque manière contraintes. Mais nous faisons valoir qu'il existe, en France comme à l'international, d'autres traditions de pensée qui, bien que bénéficiant auprès des chercheurs et des étudiants d'une forte attractivité, se trouvent étouffées du fait d'une pratique à courte vue de la règle majoritaire permettant à ceux qui dominent de tout s'approprier. Cette destruction du pluralisme en économie ne peut être niée ; le constat en a été maintes fois fait dans une succession de rapports officiels. Un récent travail statistique a montré que, pour la période 2005-2011, sur 120 professeurs nommés, seuls 6 appartenaient à des courants minoritaires, soit 5 % !

Une prise de conscience s'ensuivit dont la création de l'AFEP (Association française d'économie politique, forte de plus de 600 docteurs en économie et en sciences sociales) en 2009, sur le mot d'ordre de

## *Pétition*

«défense du pluralisme en économie», est le signe le plus visible. Cette association a alors proposé qu'un nouvel espace de recherche et d'enseignement soit ouvert, à titre expérimental et pour quatre ans, afin de permettre à cette conception alternative d'une économie «ancrée dans les sciences sociales» d'exister. Au bout de ces quatre années, au vu des résultats, la décision serait prise, soit d'en pérenniser l'expérience, soit d'y mettre fin. Cette proposition équilibrée qui, rappelons-le avec force, n'enlève rien au fonctionnement, ni aux moyens de l'économie *mainstream*, a reçu un fort soutien dans le corps des enseignants-chercheurs en économie. Avant même sa création, 300 d'entre eux (sur 1800) ont signé une déclaration solennelle dans laquelle ils confirment leur souhait de rejoindre un tel espace dès lors qu'il serait créé.

L'urgence du problème posé, la simplicité de la solution proposée ainsi que le fort soutien qu'elle a reçu dans la communauté académique ont convaincu le ministère qui, début décembre 2014, a annoncé la création d'un nouveau domaine sur le thème «Économie et société», à côté des quelque 80 sections qui existent déjà. Cet accord, une fois connu, a suscité une réaction violente.

Le président de l'actuelle section «sciences économiques» a menacé de démissionner si le décret n'était pas abrogé! Une partie des doyens des facultés d'économie et le président lui-même affirment, dans *Le Figaro* du 4 janvier 2015, que cette création va servir à «caser les ratés ou les frustrés» du système universitaire, «ceux qui n'arrivent pas à se faire publier dans des revues de renom». Ils ajoutent pour faire bonne mesure : «la ministre s'est fait rouler par les gauchistes». Nous avons pensé qu'un tel argumentaire, avancé non pas par des internautes autoradicalisés mais par de hautes personnalités de l'institution économique universitaire, permettrait aux ministres de mesurer concrètement ce qu'il en est de la pratique du pluralisme et du dialogue dans nos institutions. Cela donne une idée grandeur nature de ce que nous ne cessons de répéter quand nous expliquons que, dans le cadre actuel, le divorce est la meilleure solution pour pouvoir renouer le dialogue. Le Ministère aurait pu également s'interroger sur la logique d'un argument qui traite 300 enseignants-chercheurs de «ratés» et de «frustrés» pour, dans le même temps, s'opposer avec la dernière violence à leur départ? Malheureusement, la réaction du ministère fut

## *Pétition*

tout autre : l'annonce de la nouvelle section a été ajournée.

L'économie est assurément une science difficile. L'attitude consistant à croire qu'on a absolument raison et que les autres sont des « nuls » est suicidaire. A-t-on oublié le terrible échec des économistes, incapables de mettre en garde contre la crise de 2008 ? Ne faut-il pas réagir ? Rappelons que, pendant vingt ans, l'efficiencia financière a été vendue *urbi et orbi* comme étant la « proposition économique ayant les fondements empiriques les plus solides » ! Être innovant dans un monde qui bouge, ce n'est pas nécessairement aller là où la majorité se trouve déjà. Or, en France, nous possédons un trésor : cette manière de faire de l'économie qui remonte aux Annales et à Braudel et mêle des auteurs aussi différents que Commons, Marx ou Keynes. Elle a une longue histoire et de nombreux soutiens. Il n'est pas aisé de la résumer en quelques mots, car elle se veut elle-même farouchement plurielle. Elle pense que le progrès vient d'une hybridation de l'économie et des sciences sociales. De nombreux chercheurs et de nombreux étudiants s'y reconnaissent. Tant mieux ! Leur permettre de mener à bien leurs projets scientifiques n'enlève absolument rien aux tenants de

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

l'approche dominante. Cette nouvelle section doit être vue comme un plus pour tous : d'abord pour ceux qui auront à cœur de faire la preuve que leur démarche fonctionne, mais aussi pour le *mainstream*, qui a assurément besoin de l'aiguillon de la concurrence s'il veut progresser et continuer à être innovant. N'est-ce pas là une proposition que tous les économistes devraient être capables d'entendre ?

Madame la Ministre, en ces jours où le pluralisme est tant revendiqué, allez au bout de votre projet, donnez une chance à la liberté d'expression d'idées économiques diverses : créez une nouvelle section « Économie et société » !

## *Pétition*

### **Voici la liste des 150 premiers signataires :**

#### *Premiers soutiens internationaux*

James K. GALBRAITH, University of Texas at Austin  
Steve KEEN, Kingston University London  
Nancy FRASER, New School for Social Research  
Michael PIORE, MIT  
Marc LAVOIE, Université d'Ottawa  
Ben FINE, School of Oriental and African Studies,  
University of London  
Gerald EPSTEIN, Co-Director of Political Economy  
Research Institute (PERI), University of Massachu-  
setts, Amherst  
Tony LAWSON, University of Cambridge  
Edward FULLBROOK, Executive Director of the  
World Economics Association and University of the  
West of England  
Dean BAKER, Center for Economic Policy Research,  
Washington  
Richard R. NELSON, Columbia University  
Ha-Joon CHANG, University of Cambridge  
Jose Antonio OCAMPO, Columbia University  
Michael RAFFERTY, University of Sydney  
George De MARTINO, University of Denver  
Steven FAZARRI, Washington University at St. Louis  
Nancy FOLBRE, University of Massachusetts,  
Amherst

À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

Gerald FRIEDMAN, University of Massachusetts,  
Amherst

Jayati GHOSH, Jawaharlal Nehru University in New  
Delhi

Ilene GRABEL, Josef Korbel School of International  
Studies, University of Denver

William LAZONICK, University of Massachusetts  
Lowell

William MILBERG, New School For Social Research

Robert POLLIN, Co-Director of the Political  
Economy Research Institute (PERI), University of  
Massachusetts, Amherst

Malcolm SAWYER, University of Leeds

Juliet SCHOR, Boston College

Michael KUMHOF, International Monetary Fund

Engelbert STOCKHAMMER, Kingston University

Stefano LUCARELLI, University of Bergamo

Andrea FUMAGALLI, University of Pavia

Mauro GALLEGATI, Polytechnic University of Marche,  
Ancona

Marco MISSAGLIA, Universidad Nacional de Colombia

Andrew SAYER, Lancaster University

Jonathan HEARN, University of Edinburgh

Robert FINE, University of Warwick

Bernard HARRIS, University of Strathclyde



## *Pétition*

Nicolas PONS-VIGNON, University of Witwatersrand, Johannesburg

Stephen KINSELLA, University of Limerick

Trevor EVANS, Berlin School of Economics and Law

Eckhard HEIN, Berlin School of Economics and Law

Geoffrey HODGSON, University of Hertfordshire

Aldo GEUNA, University of Torino

Matheus GRASSELLI, McMaster University

Robert AYRES, INSEAD

Matías VERNENGO, Bucknell University

Özlem ONARAN, University of Greenwich

John HOLMWOOD, University of Nottingham

William OUTHWAITE, Newcastle University

Beverley SKEGGS, Goldsmiths, University of London

Clara CAPELLI, University of Pavia

Stephen MARGLIN, Harvard University

Sheila DOW, University of Stirling

John LATSIS, University of Reading

Constantinos REPAPIS, Goldsmiths, University of London

Clive LAWSON, University of Cambridge

Ismael AL-AMOUDI, University of Cardiff

Nuno MARTINS, Azores University

Paul LEWIS, King's College London

Annalisa ROSSELLI, University of Roma Tor Vergata

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

John KING, La Trobe University and Federation University Australia

Jochen RUNDE, University of Cambridge

Alejandro NADAL, Colegio de México

Nicholas J. THEOCARAKIS, University of Athens

Áquilas MENDES, University of Sao Paulo

Geoff HARCOURT, Cambridge and Adelaide

Maria KARAMESSINI, Panteion University of Social and Political Sciences, Athens

Sergio ROSSI, Université de Fribourg

### *Premiers soutiens, en France, venant d'autres disciplines*

Alain SUPIOT, juriste, professeur au Collège de France; Edgar MORIN, sociologue et philosophe, directeur de recherche émérite au CNRS; Marcel GAUCHET, philosophe et historien, directeur d'études à l'EHESS; Luc BOLTANSKI, sociologue, directeur d'études à l'EHESS; Dominique MEDA, professeur de sociologie, université Paris-Dauphine; Jean-Pierre DUPUY, professeur de philosophie à l'université de Stanford (USA), professeur émérite à l'École polytechnique (Paris); Christophe JAMIN, professeur des universités à Sciences Po et directeur de l'école de droit de Sciences Po Paris;

## *Pétition*

Sandra LAUGIER, professeur de philosophie, université Paris 1; Dominique BOURG, professeur en épistémologie, université de Lausanne; Philippe MINARD, historien, directeur d'études à l'EHESS; Philippe STEINER, professeur de sociologie, Paris Sorbonne; Michel LALLEMENT, professeur de sociologie, CNAM; Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, professeur de philosophie, université Rennes 1; Étienne FRANCOIS, professeur d'histoire à l'université Paris 1 et à la Freie Universität de Berlin; Olivier BEAUD, professeur de droit public, université Paris II – Panthéon Assas; Eve CHIAPELLO, directrice d'études, EHESS; Albert OGIEIN, sociologue, directeur de recherche, CNRS, EHESS; Frédéric LEBARON, professeur de sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines; Etienne BALIBAR, professeur de philosophie, université Paris-Ouest Nanterre; Franck FISCHBACH, professeur de philosophie, doyen de la faculté de philosophie, université de Strasbourg; Emmanuel RENAULT, professeur de philosophie, université Paris-Ouest Nanterre; Michael LÖWY, sociologue et politiste, directeur de recherche au CNRS; Jean-Numa DUCANGE, historien, maître de conférences en histoire contemporaine, université de Rouen; Jacques BIDEET, professeur de philosophie,

université Paris-Ouest Nanterre; Stéphane HABER, professeur de philosophie, université Paris-Ouest Nanterre; Guillaume SIBERTIN-BLANC, philosophe, membre de l'Institut universitaire de France; Bernard FRIOT, professeur de sociologie, université Paris-Ouest Nanterre; Stéphane BEAUD, professeur de sociologie à l'École normale supérieure; Christian LAVAL, professeur de sociologie, université Paris-Ouest Nanterre; Jean-Yves GRENIER, historien, directeur d'études à l'EHESS; Michel CAPRON, professeur émérite de gestion, université Paris-Est; Julien FRETTEL, professeur de science politique, université de Picardie Jules Verne; Armand HATCHUEL, professeur de sciences de gestion, Mines ParisTech; Jean De MUNCK, professeur de science sociale, université catholique de Louvain; Alain CAILLÉ, professeur de sociologie, université Paris-Ouest Nanterre.

*Premiers soutiens parmi les économistes français*

André ORLÉAN, CNRS, président de l'Association française d'économie politique; Bruno AMABLE, université Paris 1; Gaël GIRAUD, CNRS; Michel AGLIETTA, CEPII, université de Paris-Ouest; Robert

## *Pétition*

BOYER, CNRS, EHESS; Bernard CHAVANCE, université Paris 7; Benjamin CORIAT, université Paris 13; Olivier FAVEREAU, université Paris-Ouest; Florence JANY-CATRICE, université Lille 1; Bernard GAZIER, université Paris 1; Frédéric LORDON, CNRS; Dominique LÉVY, CNRS; Gérard DUMÉNIL, CNRS; Vlasios VOUDOURIS, ESCP Europe; Jean-Louis BEFFA, Saint-Gobain; Dominique PLIHON, université Paris 13; Yann MOULIER BOUTANG, Université de Compiègne; Jean GADREY, université Lille 1; Michel VERNIERES, université Paris 1; Bénédicte REYNAUD, CNRS, IRISSE; Dominique REDOR, UPEM; Hélène TORDJMAN, université Paris 13; Yannick FONDEUR, CEE; Yannick LUNG, université Bordeaux 4; Jérôme BOURDIEU, INRA/EEP; Marjorie GALY, APSES; Philippe ABECASSIS, université Paris 13; Agnès LABROUSSE, université de Picardie Jules Verne; Thomas LAMARCHE, université Paris Diderot; David FLACHER, université Paris 13; Gilles RAVEAUD, université Paris 8; Bruno TINEL, université Paris 1; Richard SOBEL, université Lille 1; Nicolas POSTEL, université Lille 1; Philippe BATIFOULIER, université Paris-Ouest Nanterre; Christian BESSY, CNRS; Jean Daniel BOYER, université de Strasbourg; Hervé DEFALVARD, université Paris-Est Marne-la-Vallée; Jean-Paul DOMIN,

## À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES...

université de Reims; Yann GUY, université de Rennes 2; Simon HUPFEL, université de Haute-Alsace; Sophie JALLAIS, université Paris 1; Stéphanie LAGUÉRODIE, université Paris 1; Philippe LÉGÉ, université de Picardie Jules Verne; Jonathan MARIE, université Paris 13; Matthieu MONTALBAN, université Bordeaux 4; Claire PIGNOL, université Paris 1.

## TABLE

CHAPITRE 1. Une société démocratique a un besoin vital d'analyses économiques pluralistes	9
CHAPITRE 2. Chronique d'une réforme nécessaire mais empêchée	17
CHAPITRE 3. Ouvrons le débat : objections et réponses	49
Glossaire	89
Pétition	97

